



OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES
ET DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN

NOTE DE CONJONCTURE

PREMIER SEMESTRE 2023



NOTE DE CONJONCTURE





NOTE DE CONJONCTURE

Une publication semestrielle de
l'Observatoire économique de la Chambre
de Commerce, d'Industrie, des Mines et
de l'Artisanat du Cameroun

B.P. 4011 Douala
Tél : (237) 233 42 67 87/
(237) 233 42 98 81
Fax : (237) 233 42 55 96
Web : www.ccima.cm

Directeur de Publication

EKEN Christophe

Superviseur

Halidou BELLO

Coordonnateur de la rédaction

YEMENE Samuel

Comité scientifique

Dr ETOUNGA MANGUELE Daniel
Pr BAYE MENJO Francis
Pr ATANGANA ONDOA Henri
Pr FOMBA KAMGA Benjamin
Dr MBANGA KASSI HEMO J.P. Olivier
Dr. EMINI Arnault Christian
M. NKOU Jean Pascal
M. YANGAM Emmanuel
M. OUSMANOU NGAM
M. YEMENE Samuel

Secrétariat Technique

Chef de Secrétariat
KOFFO Pierre

Secrétariat
EKODO EMBOLO

SOMMAIRE

LISTE DES ILLUSTRATIONS 2

I. METHODOLOGIE 6

II. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET REGIONALE 8

1.1. CROISSANCE : EVOLUTIONS RECENTES DANS LES PAYS
AVANCES ET LES PEVD 9

1.2. COMMERCE INTERNATIONAL 14

1.3. INFLATION 14

III. CONJONCTURE NATIONALE..... 16

3.1. ACTIVITE..... 17

3.2. FINANCES PUBLIQUES 20

3.3. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE 25

3.4. COMMERCE EXTERIEUR 34

IV. OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES.. 38

4.1. SITUATION D'ENSEMBLE 39

4.2. CONJONCTURE DANS LES INDUSTRIES 44

4.3. CONJONCTURE DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL 44

4.4. CONJONCTURE DANS LES SERVICES..... 44

4.5. CONJONCTURE DANS L'ARTISANAT 44

SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AEN	: Avoirs extérieurs nets
BAD	: Banque Africaine de développement
BC-PME	: Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises
BEA	: Bureau of Economic Analysis
BEAC	: Banque Etats de l'Afrique Centrale
BGFI	: Banque Gabonaise et Française Internationale
BICEC	: Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit
BM	: Banque Mondiale
BRICS	: Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
BVMAC	: Bourse de Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale
C2D	: Contrat de Désendettement et de Développement
CBC	: Commercial Bank of Cameroon
CCA	: Crédit Communautaire d'Afrique
CCIMA	: Chambre de Commerce d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat
CEI	: Communauté d'États indépendants
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CMF	: Commission des Marchés Financiers
CNUCED	: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
COBAC	: Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
CRCT	: Cellule de Règlement et de Centralisation des Titres
DGD	: Direction Générale de la Douane
DP	: Division de la Prévision
DSX	: Douala Stock Exchange
ECMR	: Emprunt obligataire du Cameroun
EMF	: Etablissement de Microfinance
FCFA	: Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
FMI	: Fonds Monétaire International
HT	: Hors Taxes
INS	: Institut National de la Statistique
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
MINFI	: Ministère des Finances
NBS	: National Bureau of Statistics
NFC-Bank	: National Financial Credit Bank
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
PEM	: Perspectives Economiques Mondiales
PEVD	: Pays Emergents et en Voie de Développement
PIB	: Produit Intérieur Brut
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PNG	: Position Nette du Gouvernement
SCE	: Société Camerounaise d'Équipement
SGC	: Société Générale du Cameroun
Si	: Semestre i
SODECOTON	: Société de Développement du Coton du Cameroun
SONARA	: Société Nationale de Raffinage
Ti	: Trimestre i
TIAO	: Taux d'Intérêts des Appels d'Offres
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UBA	: United Bank of Africa
UE	: Union Européenne
UEMOA	: Union économique et monétaire Ouest-africaine
UMAC	: Union Monétaire d'Afrique Centrale
USA	: United States of America

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition de l'échantillon par région.....	7
Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activités	7
Graphique 3: Evolution du taux de croissance mondial annualisé	9
Graphique 4: Evolution de la croissance des échanges et des indicateurs d'intensité des échanges	14
Graphique 6: Recettes pétrolières mobilisées aux premiers semestres des années 2022 et 2023 (en milliards F CFA)	21
Graphique 7: Recettes non pétrolières mobilisées aux premiers semestres des années 2022 et 2023 (en milliards F CFA)	22
Graphique 8: Composantes de la masse monétaire (en %).....	26
Graphique 9: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur chiffre d'affaires HT au premier semestre de 2023	39
Graphique 10: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des chiffres d'affaires, par secteur d'activité	39
Graphique 11: Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution des conditions d'approvisionnement au premier semestre 2023	40
Graphique 12: Opinion des chefs d'entreprises sur les conditions d'approvisionnement par secteur d'activité (en %)	40
Graphique 13: Opinion des chefs d'entreprises sur les prix de vente, par secteur d'activité (en %)	41
Graphique 14: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale.....	41
Graphique 15: : Soldes d'opinions sur l'évolution des effectifs employés et de la masse salariale par secteur	42
Comme conséquence de la morosité de l'activité perçue par les répondants, les bénéfices se seraient, dans l'ensemble, amenuisés. En effet, 57,5% des chefs d'entreprises déclarent que leurs bénéfices ont diminué, contre seulement 7,8% qui ont le sentiment d'une augmentation.	42
Graphique 16: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices	42
Graphique 17: Opinion des chefs d'entreprises sur les bénéfices par secteur d'activité (en %).....	43
Graphique 18: Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises	43

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Evolution des taux de croissance trimestriel entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023	11
Tableau 2 : Evolution semestrielle de la production par secteurs et principales branches d'activité	17
Tableau 3 : PIB semestriel et ses emplois (évolution des volumes en %)	18
Tableau 4: Evolution de l'Indice des Prix harmonisés à la consommation des ménages (Base 100 en 2022).....	19
Tableau 5:Ressources du budget général au premier semestre 2023 (en milliards F CFA)	20
Tableau 6: Exécution des dépenses de l'Etat au premier semestre 2023 (en milliards de F CFA)	23
Tableau 7: Situation monétaire au sens large fin juin 2023 (en milliards F CFA)	26
Graphique 8: Composantes de la masse monétaire (en %)	26
Tableau 8: Répartition des dépôts par type de clientèle (en milliards F CFA).....	28
Tableau 9 : Dépôts par maturité (en milliards F CFA).....	29
Tableau 10: Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de F CFA).....	30
Tableau 11: Evolution du total des bilans des EMF (en milliards F CFA)	31
Tableau 12: Répartition des EMF agréés par catégorie	31
Tableau 13: Répartition des EMF immatriculés au Registre du CNEF	31
Tableau 14: Evolution des dépôts des EMF (en milliards F CFA).....	32
Tableau 16: Situation des titres publics au 31 août 2023 (en milliards F CFA).....	33
Tableau 17:Principaux résultats semestriels du commerce extérieur (en milliard de FCFA).....	34
Tableau 18: Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA).....	35
Tableau 19: : Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de F CFA).....	36
Tableau 20: Tableau récapitulatif des soldes d'opinions	43
Tableau 21: tableau récapitulatif des soldes d'opinions dans le secteur commerce	45
Tableau 22: tableau récapitulatif des soldes d'opinions dans le secteur industrie, mines et BTP	46
Tableau 23: tableau récapitulatif des soldes d'opinions dans le secteur services.....	47
Tableau 24: tableau récapitulatif des soldes d'opinions dans l'artisanat	48

RESUME EXECUTIF

Au premier semestre 2023, l'on a observé une activité économique mondiale à deux vitesses. Alors que, durant la première moitié du semestre, l'on avait enregistré un regain de vigueur de l'activité économique mondiale dans un contexte d'amélioration des circuits d'approvisionnement, la seconde moitié s'est caractérisée par un ralentissement de la production manufacturière mondiale et par un durcissement des conditions financières à des fins de baisse des taux d'inflation.

Sur la base des informations disponibles et fournies par l'OCDE, la croissance de l'économie mondiale s'est établie à 3.1 % en rythme annualisé au premier semestre de 2023, contre 2.8 % au second semestre de 2022, retrouvant un taux similaire au niveau tendanciel observé avant la pandémie.

Le ralentissement du taux de croissance en rythme annualisé observé du premier trimestre au second de 2023, est visible aussi bien pour les économies avancées que pour les économies émergentes et en développement.

Selon les perspectives du FMI, l'activité mondiale connaîtra un ralentissement ramenant la croissance à 3% en 2023 contre 3,5% en 2022. Le ralentissement serait plus marqué dans le groupe des pays avancés, le taux de croissance devant passer 2,6% en 2022 à 1,5% en 2023. Dans ce groupe de pays, la chute de croissance s'observerait surtout dans la zone euro, du fait de la baisse de la production qui se peaufine en Allemagne, et en Grande Bretagne.

Dans le groupe des PEVD notamment ceux d'Asie, la Chine verra sa production passer de 3% en 2022 à 5% en 2023, tandis que l'Inde devrait expérimenter un essoufflement qui verrait sa croissance afficher un taux de 6,3% après 7,2% en 2022.

Les indicateurs de suivi de l'activité économique africaine indiquent, par contre, un relèvement de

l'activité économique en Afrique en général et dans la région CEMAC en particulier, grâce à la baisse de pression sur les réseaux d'approvisionnement mondiaux. Selon la BAD, le PIB de l'Afrique devrait croître de 4,1% en 2023, plus que les 3,8% estimés pour 2022. La dynamique sera différente en fonction des régions et suivant que les pays sont des exportateurs nets de matières premières ou pas.

Au Cameroun, le taux de croissance calculé pour le premier semestre 2023 par rapport au premier semestre 2022, est de 5,4%. Cette performance est attribuable aux secteurs primaire et tertiaire et à la bonne tenue de la demande intérieure. Par rapport au deuxième semestre 2022, le taux de croissance semestriel est de 4,3%, tiré par les secteurs primaire et tertiaire. Le secteur secondaire a négativement contribué à cette croissance. Globalement, les secteurs primaire et tertiaire ont été les moteurs de la croissance au cours de la période sous revue.

Au premier semestre 2023, les prix à la consommation finale des ménages augmentent de 8,0% par rapport au premier semestre 2022. Le niveau général des prix a augmenté principalement du fait de la flambée des prix du poste « produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+12,4%) » et du fait du renchérissement des coûts de transport (+13,1%). L'évolution des prix des produits alimentaires est tirée par celle des prix des postes « huiles et graisse » (+18,9%), « légumes » (+17,3%), « poissons et fruits de mer » (+14,4%) et « laits, fromages et œufs » (+12,3%).

L'accroissement des coûts des services de transport s'explique par les hausses du transport routier de passagers (+16,0%) et du transport aérien des passagers (+13,8%), en lien avec l'augmentation des prix du carburant à la pompe (25,1% pour le Diesel et 15% pour l'essence).

Le budget général de l'Etat pour l'exercice 2023 a été révisé à la hausse de 367,7 milliards pour se chiffrer à 6 642,5 milliards F CFA.

A la fin du premier semestre de l'année 2023, le solde budgétaire base ordonnancement est positif et se chiffre à 195,2 milliards F CFA. Les ressources budgétaires totales s'élèvent à 2 919,4 milliards F CFA, en hausse de 48,9 milliards F CFA par rapport au premier semestre 2022 mais baisse de 130,2 milliards F CFA par rapport au deuxième semestre 2022. Les dépenses du budget de l'Etat ordonnancées s'élèvent à 2 878,3 milliards F CFA, en augmentation de 19,4% en glissement annuel.

Au 30 juin 2023 et en glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 10,7 % pour s'établir à 8 046,1 milliards F CFA. Cette hausse résulte de celle de ses trois composantes. Les avoirs extérieurs nets du Cameroun sont de 2 924,3 milliards F CFA contre 3 193,9 milliards F CFA à fin décembre 2022 et 2 664,2 milliards F CFA au 30 juin 2023, enregistrant ainsi un accroissement de 9,8% en glissement annuel. Le crédit intérieur augmente de 15,9% du fait des créances nettes sur l'Etat, tandis que les crédits à l'économie progressent de 11,3% dans la même période. En s'établissant à 4 291,4 milliards F CFA, les crédits au secteur privé augmentent de 548,1 milliards F CFA (+14,6%) en glissement annuel.

Le bilan de l'ensemble des banques s'équilibre en ressources et en emplois à 9 840,1 à fin juin 2023, en hausse aussi bien par rapport à fin décembre 2022 qu'en glissement annuel. Les dépôts de la clientèle progressent de 4,6% par rapport au 31 décembre 2022 et de 17,0% en glissement, pour se chiffrer à 7 574,9 milliards F CFA. L'encours

des crédits est de 5 060 milliards F CFA, en hausse de 12,7% en glissement annuel et de 7,3% par rapport à fin décembre 2022.

Au 30 juin 2023, la capitalisation boursière a plus que doublé par rapport à fin décembre 2022, pour se chiffrer à 1 641,5 milliards. Sur le marché des actions, la capitalisation boursière est de 439 milliards, en baisse de 180,5 milliards par rapport à fin décembre 2022.

Au premier semestre 2023, le déficit commercial du Cameroun s'est aggravé aussi bien par rapport au deuxième semestre 2022 (de 318,8 milliards) qu'en glissement annuel (de 827,4 milliards) pour s'établir à 1287,1 milliards. Le creusement du déficit commercial s'explique essentiellement par la baisse de la valeur des exportations et une augmentation des importations.

Dans ces conditions difficiles, l'opinion des chefs d'entreprises, tous secteurs confondus, relève une activité morose et un climat des affaires défavorables au cours du premier semestre 2023. Les opérateurs économiques n'envisagent pas une amélioration de leur situation dans un avenir proche, sauf ceux du secteur de l'artisanat. Les embauches qui n'avaient pas été très dynamiques au premier semestre 2023, le seraient au second semestre, sauf dans le secteur de l'artisanat. L'opinion sur l'évolution à la baisse des chiffres d'affaires des entreprises devrait rester inchangée pour le deuxième semestre 2023. Enfin, les conditions financières difficiles et les tensions de trésorerie perçues par les responsables d'entreprises resteraient le fait du ralentissement des activités combinées à l'insuffisance de la demande, à la hausse des prix chez les fournisseurs, aux tracasseries fiscales et aux difficultés de recouvrement.

I. METHODOLOGIE

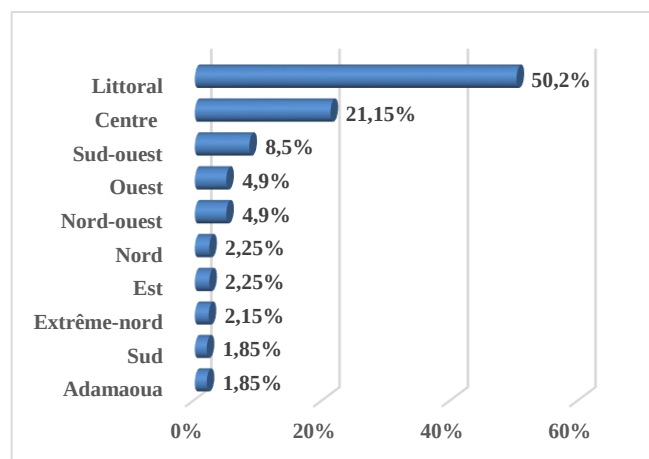
La démarche ci-après a été adoptée pour la rédaction de la présente note de conjoncture.

(i) Pour les trois premières parties, une revue documentaire a été faite. Celle-ci a consisté en l'exploitation des textes, ouvrages et publications des différents organismes nationaux et internationaux qui présentent la conjoncture nationale, sous régionale et internationale.

(ii) Pour ce qui est de la quatrième partie notamment l'opinion des chefs d'entreprises sur les évolutions et perspectives sectorielles, une enquête a été réalisée auprès de 300 entreprises camerounaises. Lesquelles entreprises ont été choisies suivant un sondage aléatoire stratifié. La base de sondage est issue des Déclarations Statistiques et Fiscales de 2015.

Dix strates, correspondant aux 10 régions du Cameroun ont été constituées. Les régions n'ayant pas le même poids en termes de nombre d'entreprises et de chiffre d'affaires, la taille de l'échantillon par région reflète son poids composite. Le graphique 1 suivant donne la répartition de l'échantillon par région.

Graphique 1 : Répartition de l'échantillon par région

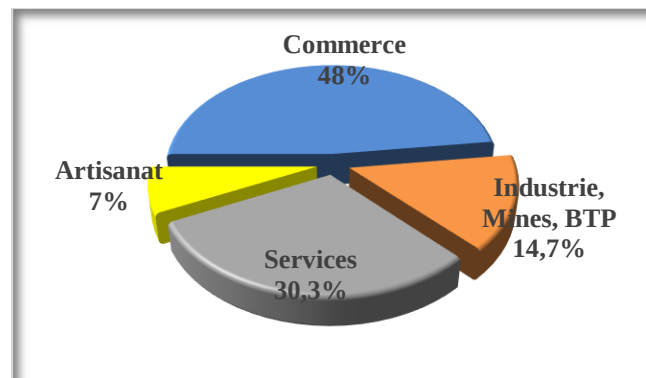


Source : INS/Recensement Général des Entreprises, 2016 et nos calculs

La deuxième stratification faite dans chaque région, a été constituée quatre (04) strates

correspondant aux quatre (04) sections de la CCIMA. Le graphique 2 suivant présente la répartition de l'échantillon par secteur d'activités.

Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activités



Source : INS/Recensement Général des Entreprises, 2016 et nos calculs

Dans chaque secteur, les entreprises ont été tirées suivant leur taille, aléatoirement et proportionnellement à la densité du secteur. La densité du secteur correspondant au nombre d'entreprises présentes dans le secteur.

Taux de couverture

Sur les 300 entreprises initialement prévues, 249 ont effectivement répondu aux questionnaires, soit un taux de réponse de 83%. Il est à noter dans le Sud-Ouest, l'enquête a rencontré des difficultés qui n'ont pas permis sa bonne réalisation.

Pondération

Afin de retrouver la structure initialement prévue et d'assurer la représentativité des résultats, les données obtenues après la phase de collecte ont été ré-pondérées suivant le chiffre d'affaires pour ce qui est de la représentativité, et suivant le poids des régions et des secteurs d'activité, pour ce qui est de la structure.

II. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET REGIONALE

Au premier semestre de l'année 2023, l'on a observé une activité économique mondiale à deux vitesses. Alors que, durant la première moitié du semestre, l'on avait enregistré un regain de vigueur de l'activité économique mondiale dans un contexte d'amélioration des circuits d'approvisionnement, la seconde moitié s'est caractérisée par un ralentissement de la production manufacturière mondiale et par un durcissement des conditions financières à des fins de baisse des taux d'inflation.

Au final, et en dépit de cette dynamique, le taux de croissance mondial annualisé du premier semestre 2023 est plus important que celui du deuxième semestre 2022, et l'intensité des échanges mondiaux, tout comme l'inflation, a diminué.

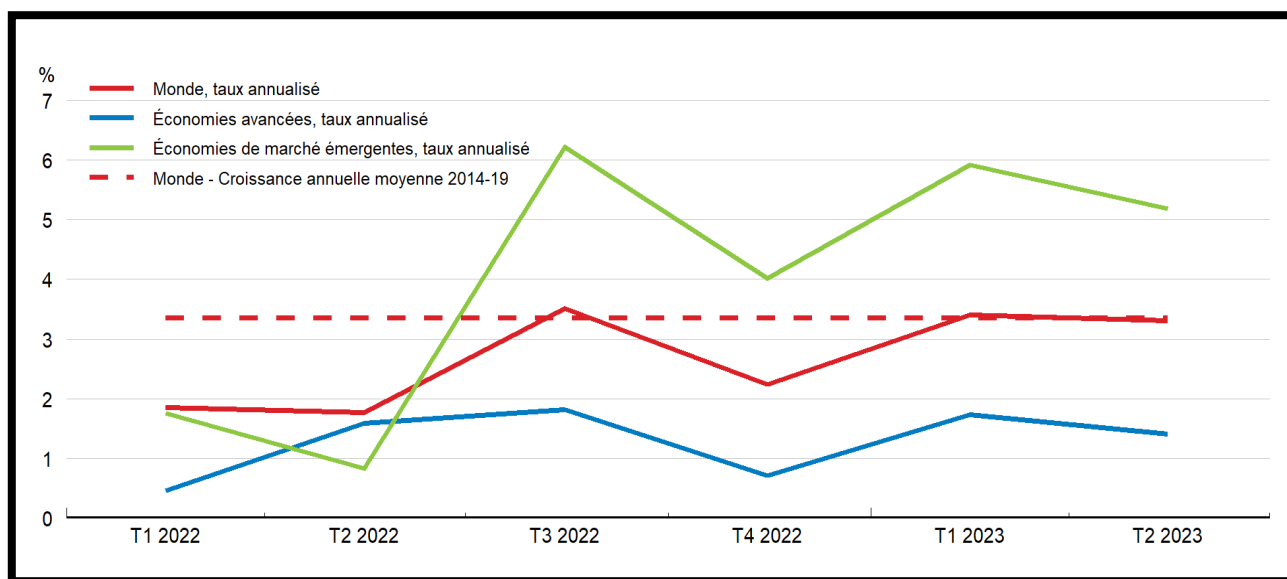
Pour 2023, les perspectives projettent un ralentissement de l'économie mondiale.

2.1. CROISSANCE : EVOLUTIONS RECENTES DANS LES PAYS AVANCÉS ET LES PEVD

Sur la base des informations disponibles, l'OCDE¹ estime que le taux de croissance mondial annualisé au premier semestre de 2023 a été plus important que celui observé la deuxième moitié de l'année 2022. En effet, selon l'Organisation, « La croissance de l'économie mondiale s'est établie à 3,1 % en rythme annualisé au premier semestre de 2023, contre 2,8% au second semestre de 2022, retrouvant un taux similaire au niveau tendanciel observé avant la pandémie ». Cependant, la croissance rapportée au semestre cache le ralentissement observé d'un trimestre à l'autre.

Alors qu'au premier trimestre, le taux de croissance annualisé est de 3,40%, il est de 3,30% au deuxième trimestre. Cette tendance s'observe autant pour le groupe de pays avancés que pour celui des pays émergents en développement, en dépit de quelques disparités.

Graphique 3: Evolution du taux de croissance mondial annualisé



Source : OCDE (2023)

¹ OCDE (2023), Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2023 Numéro 2 : Version préliminaire, N° 114, Éditions OCDE,

Paris, <https://doi.org/10.1787/b07667cd-fr>

2.1.1. Pays avancés

Dans les pays avancés le taux de croissance annualisé est passé de 1,73% au premier trimestre 2023 à 1,40% au deuxième trimestre. Le ralentissement serait dû au resserrement des conditions financières dans une optique de lutte contre l'inflation, la plupart de ces économies étant fortement bancarisée.

Dans ce groupe, les USA et le Royaume Uni enregistrent successivement une évolution, en glissement annuel, de leur taux de croissance au premier et deuxième trimestres. En glissement trimestriel, seul le taux de croissance de la France est plus important d'une période à l'autre.

2.1.1.1. Zone euro

Le PIB de la zone euro a évolué au deuxième trimestre de 2023 après avoir quasiment stagné entre le dernier trimestre de l'année 2022 et le premier trimestre de 2023.

L'Allemagne a suivi le même trend, avec une croissance du PIB en glissement trimestriel de 0,13% au deuxième trimestre 2023 contre une croissance nulle au premier trimestre 2023. En glissement annuel, le PIB du pays s'est contracté de 0,18% au premier trimestre, et a presque stagné au deuxième (+0,09%).

Le PIB de la France a connu une augmentation plus importante d'un trimestre à l'autre (0,97% et 1,17% en glissement annuel ; 0,05% et 0,61% en glissement trimestriel) boostée par les exportations nettes et la consommation privée.

En Espagne, on a observé un ralentissement de la croissance du PIB autant en glissement annuel que trimestriel. En glissement trimestriel, la croissance a décéléré, passant de 0,55% au premier trimestre à 0,43% au deuxième trimestre 2023. En glissement annuel, le ralentissement est plus marqué, puisque le PIB n'évolue que de 2,03% au deuxième trimestre de 2023, après avoir augmenté de 4,12% au premier trimestre.

En Italie, le taux de croissance du PIB se situe à 0,34% au deuxième trimestre 2023 après avoir évolué de 2,12% en glissement annuel au premier trimestre 2023. Cette baisse s'est traduite par une contraction du PIB de l'ordre de 0,37% en glissement trimestriel, au deuxième trimestre.

Sur une base trimestrielle, le PIB des Pays-Bas s'est une nouvelle fois contracté au deuxième trimestre (-0,42%), après le recul de la production enregistré au premier trimestre (-0,47%). Subséquemment, en glissement annuel, le PIB de ce pays enregistre un repli au deuxième trimestre 2023 (-0,07% après une augmentation de 2,08% au premier trimestre 2023).

2.1.1.2. Hors zone euro

En glissement trimestriel, le taux de croissance des Etats-Unis reste quasiment stable à 0,5% au premier et deuxième trimestres, soutenue par l'investissement et la consommation privée. En glissement annuel, le PIB de ce pays croît respectivement de 1,72% et de 2,38%.

Au Royaume-Uni, on observe un ralentissement de la croissance au deuxième trimestre (0,18% après 0,32%) en glissement trimestriel, mais en glissement annuel, le PIB s'améliore davantage d'un trimestre à l'autre (0,56% après 0,46%).

Autant en glissement annuel que trimestriel, l'on observe un ralentissement du rythme de croissance au Japon entre le premier trimestre et le deuxième trimestre 2023. Pour le premier cas, le taux de croissance passe de 2,48% à 2,27%, tandis que pour le second, il passe de 1,22% à 0,88%.

2.1.2. Pays émergents et en développement

Dans le grand groupe des pays émergents et en développement, l'OCDE estime également une croissance en taux annualisé plus faible d'un trimestre à l'autre, entraînée par le ralentissement

des pays qui contribuent le plus à la croissance dans ce groupe de pays.

En effet, on a observé dans le groupe des pays émergents et développement d'Asie, une baisse en glissement trimestriel de la croissance du PIB de la Chine et de l'Inde, deux pays qui représentent, selon le FMI, 25,7% du PIB mondial.

En Chine, la croissance du PIB chute à 0,5% au deuxième trimestre 2023, après 2,3% au premier trimestre, du fait d'une demande déprimée et malgré la baisse des taux d'intérêt directeurs.

Par contre, en glissement annuel, l'accélération est nette : le taux de croissance au premier trimestre est de 4,5% et grimpe à 6,3% au deuxième trimestre.

Le même mouvement s'observe en Inde où la production évolue en glissement annuel d'un trimestre à l'autre (6,29% et 7,28%), tandis qu'en glissement trimestriel, l'évolution est moindre (2,08%, puis 1,88%).

Dans le groupe des pays émergents et en développement d'Amérique latine, la croissance baisse également en glissement trimestriel au Brésil (0,98% après 1,44%). Le PIB diminue de 2,83% au deuxième trimestre 2023 en Argentine, après avoir augmenté de 0,88% au premier.

Par contre, au Mexique, le PIB évolue davantage d'un trimestre à l'autre (0,57%, puis 0,93%).

Les tendances restent la même pour ces pays lorsque l'on calcule la croissance en glissement annuel, sauf pour le Mexique où l'on observe une légère diminution de la croissance au deuxième trimestre 2023, par rapport au premier (3,44% après 3,5%).

Au Moyen Orient et Afrique subsaharienne, l'OCDE observe une diminution du rythme de croissance de la production en Arabie saoudite au deuxième trimestre en glissement annuel (0,76% après 2,47%), tandis qu'en Afrique du Sud, il constate une accélération (1,53% après 0,22%).

Tableau 1: Evolution des taux de croissance trimestriel entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023

Location	Q1-2022	Q2-2022	Q3-2022	Q4-2022	Q1-2023	Q2-2023
Argentina	0.762	1.713	0.453	-1.797	0.885	-2.836
Brazil	0.979	1.299	1.052	-0.117	1.440	0.985
Canada	0.960	0.940	0.460	-0.220	0.610	0.340
China (People's Republic of)	0.800	-2.300	3.700	0.800	2.300	0.500
European Union (27 countries, 2020)	0.699	0.728	0.450	-0.186	0.153	0.108
France	-0.103	0.390	0.497	-0.001	0.059	0.614
Germany	1.003P	-0.130P	0.361P	-0.406P	-0.000P	0.139P
India	0.495	0.946	1.983	1.141	2.081	1.887
Italy	0.087	1.393	0.301	-0.150	0.568	-0.377
Japan	-0.597	1.082	-0.096	0.248	1.227	0.880
Mexico	1.551P	0.992P	1.219P	0.678P	0.570P	0.935P
Netherlands	0.486P	1.721P	0.126P	0.705P	-0.476P	-0.420P
OECD - Total	0.170	0.477	0.475	0.217	0.467	0.491
Saudi Arabia	2.536	1.191	1.232	1.164	-1.116	-0.505
South Africa	1.532	-0.837	1.774	-1.094	0.407	0.457
Spain	0.260P	2.486P	0.531P	0.491P	0.559P	0.435P
Türkiye	0.213	1.414	0.542	1.149	-0.252	3.306
United Kingdom	0.525	0.089	-0.086	0.134	0.321	0.188
United States	-0.498	-0.141	0.659	0.635	0.556	0.511

Source : OCDE (2023)².

² <https://data.oecd.org/gdp/quarterly-gdp.htm>

2.1.3. Perspectives de croissance

Les données disponibles montrent des signes de ralentissement ultérieurs de l'économie mondiale, surtout dans le groupe des pays avancés. Les risques pesant sur l'activité mondiale pourraient réduire son rythme de croissance, la ramenant à 3% en 2023 contre 3,5% en 2022, selon les perspectives du FMI³.

2.1.3.1. Pays avancés.

Le ralentissement serait plus marqué dans le groupe des pays avancés, le taux de croissance devant passer 2,6% en 2022 à 1,5% en 2023. Dans ce groupe de pays, la chute de croissance s'observerait surtout dans la zone euro et en Grande Bretagne.

En effet, l'évolution du PIB de la zone euro passerait de 3,3% en 2022, à 0,7% en 2023, ralentie par la baisse de la production qui se profile en Allemagne. En effet, selon le FMI, l'économie allemande devrait se contracter de 0,5% en 2023 tandis que les autres grands contributeurs à la formation du PIB du groupe devrait connaître un ralentissement. C'est le cas de la France où l'on s'attend à une croissance de 1% en 2023, après 2,5% en 2022 ; de l'Italie qui verrait finalement son PIB annuel évoluer de 0,7% après 3,7% en 2023 ; et de l'Espagne où le rythme de croissance se réduirait pratiquement de moitié en 2023, passant de 5,8% à 2,5%.

Hors zone Euro, seuls les USA et le Japon devraient enregistrer en 2023, une croissance au moins similaire à celle observée l'année précédente. En effet, le FMI s'attend à ce que le taux de croissance des USA soit de 2,5% comme en 2022, tandis que le Japon multiplierait sa croissance par deux pour atteindre 2% en 2023.

La croissance du Canada diminuera par contre de plus de la moitié, passant de 3,4% en 2023, à 1,3% en 2023.

2.1.3.2. Pays émergents et en développement

Selon les perspectives de l'économie mondiale faites par le FMI en octobre 2023, le taux de croissance des pays émergents et en développement devrait être de 4%, après 4,1% en 2022. L'évolution des pays émergents et en développement de l'Asie et de l'Europe, devrait contrebalancer le ralentissement qui se profile en Amérique latine, au Moyen Orient et en Afrique subsaharienne.

En Asie, la production de la Chine devrait passer de 3% en 2022 à 5% en 2023, tandis l'Inde devrait expérimenter un essoufflement qui verrait sa croissance afficher un taux de 6,3% après 7,2% en 2022.

En Europe, la production de la Russie devrait repartir à la hausse, après une année de contraction. En 2023, le taux de croissance du PIB russe pourrait être 2,2%, suite à la baisse de 2,1% constatée en 2022.

L'activité des pays émergents et en développement d'Amérique latine devrait également ralentir en 2023 comparée à celle de 2022 (2,3% après 4,1%). Toutefois, on observe une accélération de la croissance au Brésil (3,1% en 2023 suite à 2,9% en 2022).

Au Moyen Orient, la croissance saoudienne devrait être de 0,5% en 2023, après 5,5% en 2022.

En Afrique subsaharienne, si la croissance de l'Afrique du Sud passe de 1,6% à 1,3% en 2022, celle du Nigéria décélère, avec un taux de croissance projeté à 2,6% contre 3,2% un an plus tôt.

³ International Monetary Fund (2023). *World Economic Outlook*:

Navigating Global Divergences. Washington, DC. October.

2.1.3.3. Afrique

Selon la BAD⁴, le PIB de l'Afrique devrait croître de 4,1% en 2023, après 3,8% en 2022. La dynamique sera différente en fonction des régions et suivant que les pays sont des exportateurs nets de matières premières ou pas.

2.1.3.3.1. Afrique centrale

En Afrique centrale, la croissance devrait ralentir, passant de 5 % en 2022, à 4,9 % en 2023. Cette situation pourrait s'expliquer par la baisse des prix des matières premières constatée au premier semestre 2023, par rapport au pic de la fin d'année 2022. De fait, l'Afrique centrale est essentiellement composée de pays exportateurs de matières premières, dont les prix fluctuent selon les aléas du marché mondial. Ces variations traduisent les risques liés à la forte dépendance aux exportations de matières premières de ces pays.

Dans la Communauté des Etats de l'Afrique Centrale, le FMI⁵ estime que le PIB réel pourrait augmenter de 2,7% en 2023, contre 3,3% en 2022.

2.1.3.3.2. Afrique de l'Est

En Afrique de l'Est, la croissance devrait s'accélérer, passant de 4,4 % en 2022, à 5,1 % en 2023. Sauf au Soudan du Sud, tous les pays de la région devraient voir leur croissance s'améliorer en 2023, avec sept pays qui dépasseraient les 5 % de croissance du PIB, grâce à une diversification de leurs activités productives et à une diminution des prix des matières premières. L'Afrique de l'Est compte beaucoup de pays qui importent des matières premières et qui profiteraient de la baisse de ces prix pour stimuler leur PIB. Cependant, des zones de sécheresse et d'insécurité pourraient

entraver la réalisation de la croissance plus élevée attendue.

2.1.3.3.3. Afrique du Nord

La croissance en Afrique du Nord devrait passer de 4,1 % en 2022 à 4,6 % en 2023. En 2023, la hausse sera principalement due aux fortes reprises susceptibles d'être enregistrées au Maroc et en Libye, le premier, après avoir subi une sécheresse ravageuse, et le second, à cause de la variation de la production de pétrole.

2.1.3.3.4. Afrique australe

La croissance en Afrique australe devrait passer de 2,7 % estimés en 2022 à 1,6 % en 2023, soit une baisse de 1,1 point de pourcentage. Mais avec des politiques adaptées, la croissance pourrait revenir à 2,7 % en 2024. La chute attendue en 2023 s'explique surtout par la croissance faible et continue en Afrique du Sud, qui est la plus grosse économie et le principal partenaire commercial de la région. L'Afrique du Sud verrait sa croissance passer de 2,0 % en 2022 à 0,2 % en 2023, à cause de l'effet sur l'économie des taux d'intérêt hauts et des coupures d'électricité fréquentes.

2.1.3.3.5. Afrique de l'Ouest

En Afrique de l'Ouest, la croissance devrait augmenter, passant de 3,8 % estimés en 2022 à 3,9 % en 2023 et 4,2 % en 2024, malgré les difficultés macroéconomiques de certaines grandes économies de la région. Ces perspectives optimistes s'appuient sur une croissance plus élevée dans les petites économies de la région. Parmi les neuf pays qui devraient avoir une croissance de 5 % ou plus en 2023, huit sont de petites économies, qui pèsent 15 % du PIB de la région et 22 % de la croissance attendue.

⁴ Banque Africaine de Développement (2023). *Perspectives économiques en Afrique 2023. Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique.*

⁵ International Monetary Fund (2023). *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, une éclaircie d'horizon ?* Washington, DC. October

2.2. COMMERCE INTERNATIONAL

D'après les estimations, les volumes du commerce de biens et des services n'ont crû qu'à un taux annualisé de 0.1 % au premier semestre de 2023, après une faible hausse au semestre précédent.

2.2.1. Commerce des marchandises et des services

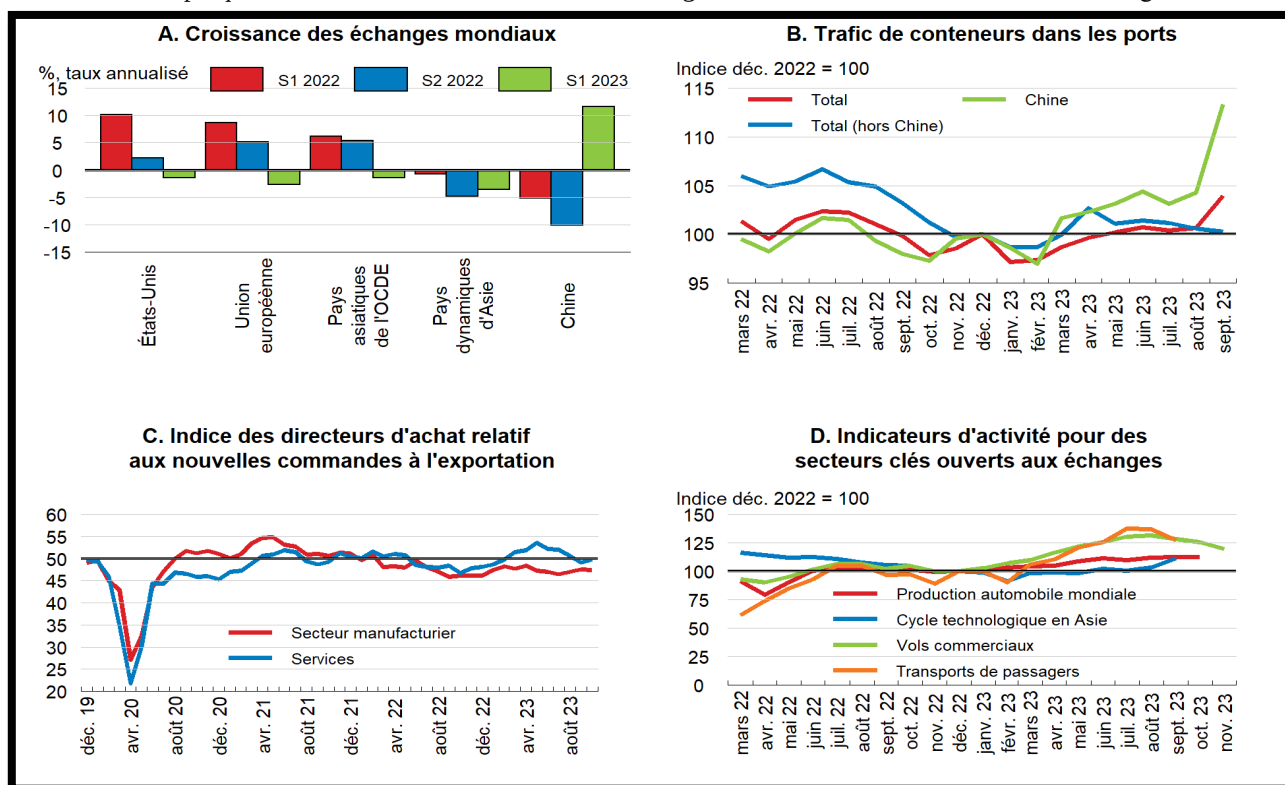
En volume, le commerce de marchandises a baissé au taux annualisé de 1.9 % au premier semestre de cette année tandis que, d'après les estimations, celui du commerce de services a

augmenté de 6.6 %, grâce à la reprise des voyages en Asie qui a favorisé le tourisme.

2.2.2. Echanges par régions

Les volumes du commerce ont fortement crû en Chine au premier semestre de 2023 après un semestre précédent très déprimé, alors que leur croissance a diminué dans les économies de l'OCDE (graphique 1.7, partie A). Les données du troisième trimestre indiquent une certaine reprise de la croissance du commerce aux États-Unis, au Japon et en Corée, mais une hausse plus lente, bien que positive, en Chine. Par contre, on constate une réduction du commerce en volume en Allemagne, en France, en Espagne et aux Pays-Bas.

Graphique 4: Evolution de la croissance des échanges et des indicateurs d'intensité des échanges



Source : OCDE (2023), consultable via le lien <https://stat.link/wzq9p4>

2.3. INFLATION

Sous l'effet du recul des prix de l'énergie, l'inflation globale a diminué dans la plupart des économies au premier semestre 2023, malgré la hausse rapide et continue des prix des produits

alimentaires et des services. L'inflation sous-jacente est par contre restée obstinément élevée.

Sur les marchés internationaux des produits de base, l'indice global des cours des produits de base

a régressé de 1,7 % au cours du trimestre sous revue, revenant à 85,09, après 86,57 au trimestre passé. En effet, la baisse des cours du gaz naturel et du baril de pétrole a hâté la dégradation de l'indice global, ces deux composantes étant les produits phares d'exportation de la Sous-Région. Ainsi, les cours des produits énergétiques se sont repliés de 6,7 % au deuxième trimestre 2023, contre 17,9 % au trimestre passé. A contrario, les prix des produits non énergétiques ont enregistré une hausse de 5,4% contre 6,3% au premier trimestre 2023. Répartis par catégorie de produits, les produits agricoles ont enregistré la plus forte hausse (+8,3%), puis les produits forestiers (+2,6%) et les produits de la pêche (1,7%). Les prix des métaux et minéraux ont chuté de 2,0 %.

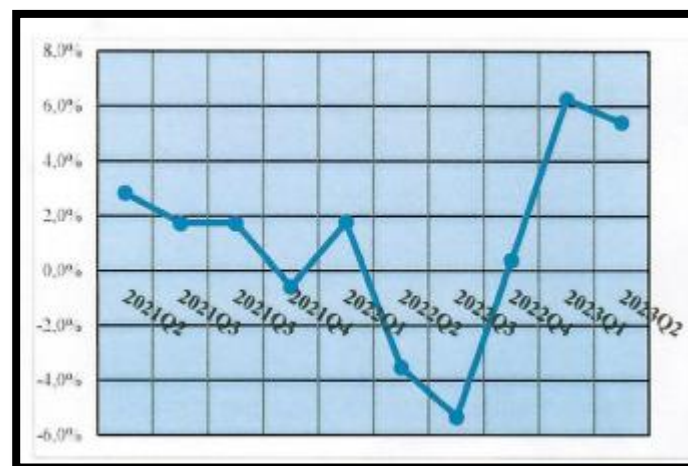
De plus, en prenant en compte la fluctuation du taux de change du dollar par rapport au FCFA, l'indice global a connu une baisse de 0,5 % à 89,92, en comparaison avec une baisse de -4,0 % à 90,38 entre le premier trimestre 2023 et le deuxième trimestre 2023. Quant à l'indice hors produits énergétiques, il a progressé de 0,5 % à 149,95 après 2,5 % à 149,95 au premier trimestre 2023.

2.3.1. Evolution des prix des produits non énergétiques

L'indice des prix des produits non énergétiques est en hausse. La croissance au cours du deuxième trimestre s'est élevée à 5,4 %, après un gain de 6,3 points de pourcentage au trimestre précédent. La est entraînée par la hausse des prix des produits agricoles (+8,3% au deuxième trimestre 2023 contre 7,3% au première trimestre 2023) ; des produits forestiers (+8,3% au T1 2023) croissance

de 3,9%, croissance de 2,6%) ; produits de la pêche (croissance de 4,3%, croissance de 1,7% au premier trimestre 2023). Les prix des métaux et minéraux ont par contre chuté de 2 % au deuxième trimestre après avoir augmenté de 5,4 % au premier trimestre.

Graphique 5: Evolution des prix des produits non énergétiques exportés par la CEMAC



Source : BEAC

2.3.2. Evolution des prix des produits énergétiques

Les prix des produits énergétiques ont baissé de 6,7% au deuxième après une chute de 17,9% au premier trimestre 2023. Cette tendance s'explique par la baisse des prix du gaz naturel ont chuté de 29% au premier trimestre, après une baisse de 37,6% au trimestre précédent⁶. Parallèlement, le prix du baril de pétrole a chuté de 3,1 % au deuxième trimestre 2023.

Cette baisse peut être principalement attribuée à l'abondance substantielle des réserves de gaz naturel.

⁶ Le prix du gaz naturel a connu une baisse, s'établissant en moyenne à 20,9 \$/mmbtu au quatrième trimestre 2022, suivi

de 12,8 \$/mmbtu au premier trimestre 2023, et chutant encore à 9,0 \$/mmbtu au deuxième trimestre 2023.

III. CONJONCTURE NATIONALE

3.1. ACTIVITE

3.1.1. PRODUCTION

Le taux de croissance enregistré au premier semestre 2023 est de 5,4% par rapport au premier semestre 2022. Cette performance est attribuable aux secteurs primaire et tertiaire et à la bonne tenue de la demande intérieure. Par rapport au deuxième semestre 2022, le taux de croissance semestriel est de 4,3% tiré par les secteurs primaire et tertiaire. Le secteur secondaire a négativement contribué à cette croissance.

3.1.1.1. Secteur primaire

Au premier semestre 2023, la valeur ajoutée du secteur primaire est en hausse de 8,3% par rapport au premier semestre 2022 et de 5,5% par rapport au deuxième semestre 2022. Cette croissance bénéficie surtout du dynamisme de la branche « agriculture des produits vivriers », qui enregistre une hausse de 15,6% en glissement semestriel et de 21,6% par rapport au premier semestre 2022.

3.1.1.2. Secteur secondaire

L'activité a été morose dans le secteur secondaire. La croissance s'est contractée aussi bien par rapport au deuxième semestre 2022 (-4,0%) qu'en glissement annuel (-7,4%).

La bonne performance des branches « Autres industries manufacturières » et « Electricité » n'a pas été suffisante face à la chute d'activité de la branche « Industrie extractive ».

3.1.1.3. Secteur tertiaire

Au premier semestre 2023, la valeur ajoutée du secteur tertiaire est en hausse aussi bien par rapport au deuxième semestre 2022 (+4,6%), qu'en glissement annuel (+9,1%). En glissement annuel, c'est l'augmentation de la valeur ajoutée des branches « Transports » (+14,0%), « commerce et réparation » (+13,1%), « services financiers » (+11,1%) et « Hôtels et restauration » (+10,4%), qui tire principalement la croissance du secteur tertiaire. Par rapport au deuxième semestre 2022, la croissance bénéficie de la bonne tenue des branches « Services financiers » (+14,2%), « Transports » (+8,8%) et « Information et communication » (+6,3%).

Tableau 2 : Evolution semestrielle de la production par secteurs et principales branches d'activité

Période	1 ^{er} sem. 2022	2 ^{ème} sem. 2022	1 ^{er} sem. 2023	Contributions	Variation (en %)	
Secteur/Branches	a	b	c		c/b	c/a
Secteur primaire	1 140,5	1 170,8	1 234,7	17%	5,5	8,3
Agriculture des produits vivriers	434,4	457,2	528,4	7%	15,6	21,6
Agriculture industrielle et d'exportation	207,6	208,1	173,9	2%	-16,4	-16,3
Elevage, chasse et pêche	243,1	253,4	269,7	4%	6,5	10,9
Sylviculture et exploitation forestière	255,4	252,3	262,8	4%	4,1	2,9
Secteur secondaire	1 823,0	1 757,8	1 687,6	24%	-4,0	-7,4
Industries Extractives	432,4	435,4	283,5	4%	-34,9	-34,4
.....dont extraction d'hydrocarbure	421,7	424,6	270,9	4%	-36,2	-35,8
Industries Agro-alimentaires	451,6	442,0	436,0	6%	-1,4	-3,5
Autres Industries Manufacturières	452,3	425,2	502,3	7%	18,1	11,1
Electricité	49,9	50,4	54,0	1%	7,1	8,2
Eau et Assainissement	35,4	36,2	35,8	1%	-1,1	1,1
BTP	401,6	368,7	376,1	5%	2,0	-6,4
Secteur tertiaire	3 329,3	3 470,9	3 631,9	51%	4,6	9,1
Commerce et réparation	710,1	773,1	803,1	11%	3,9	13,1
Transports	670,2	702,0	764,1	11%	8,8	14,0

Période	1 ^{er} sem. 2022	2 ^{ème} sem. 2022	1 ^{er} sem. 2023	Contributions	Variation (en %)	
Secteur/Branches	a	b	c		c/b	c/a
Information et communication	132,3	133,0	141,3	2%	6,3	6,8
Hébergement et restauration	344,2	374,4	380,1	5%	1,5	10,4
Services financiers	158,8	154,4	176,4	2%	14,2	11,1
Administrations publiques	661,0	640,6	680,4	10%	6,2	2,9
Autres services marchands	652,8	693,5	686,5	10%	-1,0	5,2
TOTAL des Valeurs Ajoutées	6 292,8	6 399,5	6 554,1	92%	2,4	4,2
Impôts et taxes nets sur les produits	477,9	441,7	582,9	8%	32,0	22,0
PIB	6 770,7	6 841,1	7 137,0	100%	4,3	5,4

Source : CCIMA à partir des comptes nationaux trimestriels (2e trimestre 2023) /INS

Au premier semestre 2023, la croissance économique est soutenue aussi bien par la consommation finale et la formation brute de capital fixe (FBCF).

En glissement annuel, l'augmentation de la consommation finale et de la FBCF est attribuable à leur composante privée.

La progression de la consommation finale privée est soutenue par la demande des produits de l'industrie chimique, de l'industrie textile, et des autres produits manufacturiers. La forte demande des services de télécommunication, des services de transport, des services immobiliers ainsi que des services d'hébergement et de restauration y a également contribué.

La dynamique de l'investissement (FBCF) privé se traduit par la hausse de la demande des produits issus de la fabrication des machines et appareils électriques du matériel de transport, des meubles et la forte mobilisation des investissements dans les Bâtiments et Travaux Publics.

Les exportations ont baissé de 5,2% en glissement semestriel, et de 14,5% en glissement annuel. Cette évolution est imputable aux exportations des biens.

Les importations des biens et services baissent de 2,8% par rapport au deuxième semestre 2022. Elles sont en hausse de 18,9% par rapport au premier semestre 2022.

Tableau 3 : PIB semestriel et ses emplois (évolution des volumes en %)

Période	1 ^{er} sem. 2022	2 ^e sem. 2022	1 ^{er} sem. 2023	Variation (en %)	
Composante	a	b	c	c/b	c/a
Consommation Finale	5 705,2	5 856,6	6 310,9	7,8	10,6
Consommation privée	4 943,4	5 127,0	5 534,9	8,0	12,0
Consommation publique	761,8	729,6	776,0	6,4	1,9
FBCF	1 229,2	1 224,1	1 357,2	10,9	10,4
FBCF_privé	950,4	938,1	1 085,5	15,7	14,2
FBCF_public	278,8	286,0	271,6	-5,0	-2,6
Exportations	1 245,2	1 380,8	1 180,9	-14,5	-5,2
Exportations des biens	989,4	1 104,8	888,1	-19,6	-10,2
Exportations des services	255,8	276,0	292,8	6,1	14,5
Importations	1 346,5	1 647,5	1 601,3	-2,8	18,9
Importations des biens	1 218,5	1 463,4	1 368,7	-6,5	12,3
Importations des services	214,6	184,1	232,6	26,3	8,4
PIB	6 770,7	6 841,1	7 137,0	4,3	5,4

Source : CCIMA à partir des comptes nationaux trimestriels (2e trimestre 2023) /INS

3.1.2. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Au premier semestre 2023, les prix à la consommation finale des ménages augmentent de 8,0% par rapport au premier semestre 2022. Le niveau général des prix a augmenté principalement du fait de la flambée des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+12,4%) et les coûts de transport (+13,1%).

L'évolution des prix des produits alimentaires est tirée par celle des prix des « huiles et graisse » (+18,9%), des légumes (+17,3%), des « poissons et fruits de mer » (+14,4%) et des « laits, fromages et œufs » (+12,3%).

L'accroissement des coûts des services de transport s'explique par les hausses du transport routier de passagers (+16,0%) et du transport aérien des passagers (+13,8%), en lien avec l'augmentation des prix du carburant à la pompe. Le taux d'inflation est resté supérieur à 7% dans neuf (9) des dix régions du pays.

Suivant l'origine des produits, la hausse est plus marquée pour les produits locaux dont les prix ont augmenté de 8,9% que pour les produits importés pour lesquels les prix ont connu une hausse de 6,2%.

Tableau 4: Evolution de l'Indice des Prix harmonisés à la consommation des ménages (Base 100 en 2022)

	1er sem 022	1er sem 023	Variation (en %)
	a	b	b/a
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	96,5	108,4	12,3
Boissons alcoolisées et tabacs	98,9	102,8	3,9
Articles d'habillement et chaussures	99,0	103,4	4,4
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles.	99,6	102,6	3,0
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	97,5	106,6	9,3
Santé	99,8	100,7	0,9
Transports	99,3	112,3	13,1
Communications	99,6	100,4	0,8
Loisirs et culture	96,6	101,4	5,0
Enseignement	98,6	102,3	3,8
Restaurants et hôtels	97,9	104,4	6,6
Biens et services divers	98,3	104,6	6,4
Indice général	98,1	105,9	8,0
Produits locaux	97,9	106,6	8,9
Produits importés	98,6	104,7	6,2

Source : INS

3.2. FINANCES PUBLIQUES

Au premier semestre, l'exécution du budget 2023 s'est faite dans un contexte marqué par (i) la remontée des cours mondiaux du pétrole brut, qui a entraîné un accroissement des recettes budgétaires ainsi que des subventions des prix du carburant à la pompe; (ii) l'adoption d'une loi de finances rectificative à travers l'ordonnance N°2023/001 du 02 juin 2023.

Le budget général de l'Etat pour l'exercice 2023 a ainsi été révisé à la hausse de 367,7 milliards F CFA pour se chiffrer à 6 642,5 milliards F CFA. Toute chose qui situe le déficit budgétaire global à 0,7% du PIB.

L'exécution du budget de l'Etat de l'exercice 2023 à fin juin laisse apparaître un solde budgétaire base ordonnancement positif de 195,2

milliards F CFA, le solde primaire est excédentaire de 333,5 milliards F CFA et le déficit du solde primaire non pétrolier est de 119,8 milliards F CFA.

3.2.1. Ressources budgétaires

Les ressources du budget de l'Etat comprennent les recettes budgétaires internes et les recettes d'emprunt.

Au terme du premier semestre 2023, les données conjoncturelles sur les finances publiques indiquent que les ressources budgétaires totales s'élèvent à 2 919,4 milliards F CFA, en hausse de 48,9 milliards F CFA par rapport au premier semestre 2022 mais baisse de 130,2 milliards F CFA par rapport au 2^e semestre 2022. Le taux de réalisation est de 46,6% par rapport aux prévisions annuelles révisées.

Tableau 5: Ressources du budget général au premier semestre 2023 (en milliards F CFA)

RUBRIQUES	Janv-Juin 22	Juin- déc.22	L.F.R.	Janv-Juin 23	Variation (en %)		Taux d'exécution
	Réalisation s	Réalisation s	2023	Réalisation s	(d/b)	(d/a)	(d/c)
	(a)	(b)	(c)	(d)			(en %)
A- Recettes budgétaires (I+II)	2 098,9	2 398,5	4 780,5	2 373,8	-1,0	13,1	49,7
I- Recettes internes (1+2)	2 037,2	2 356,0	4 679,5	2 366,7	0,5	16,2	50,6
1-Recettes pétrolières (a+b)	402,1	571,7	841,8	453,3	-20,7	12,7	53,8
a-Redevance SNH	334,9	439,6	594,5	351,3	-20,1	4,9	59,1
b- IS pétrole	67,2	132,1	247,3	102,0	-22,8	51,8	41,2
2- Recettes non pétrolières (i+ii)	1 635,1	1 784,2	3 837,7	1 913,4	7,2	17,0	49,9
i- Recettes fiscales (a+b)	1 552,5	1 634,5	3 568,4	1 788,0	9,4	15,2	50,1
a- Recettes des impôts et taxes	1 151,3	1 134,6	2 594,7	1 303,6	14,9	13,2	50,2
dont - TVA	361,8	424,1	914,0	378,0	-10,9	4,5	41,4
- IS non pétrole	298,4	165,9	515,0	337,6	103,5	13,1	65,6
- Droits d'accises	141,4	138,8	310,0	159,2	14,7	12,6	51,4
- Droits d'enreg.et timbre	48,9	71,5	141,1	75,5	5,6	54,4	53,5
- Taxe spéciale des produits pétroliers	76,4	73,9	155,0	81,5	10,3	6,7	52,6
b- Recettes douanières	401,2	500,0	973,7	484,4	-3,1	20,7	49,7
dont - Droit de douane à l'importation	158,3	203,4	365,8	188,7	-7,2	19,2	51,6
	190,7	235,6	446,1	222,6	-5,5	16,7	49,9
- Droits d'accises à l'importation	25,0	29,9	60,9	30,8	3,0	23,2	50,6

RUBRIQUES	Janv-Juin 22	Juin- déc.22	L.F.R.	Janv-Juin 23	Variation (en %)		Taux d'exécution
	Réalisation s	Réalisation s	2023	Réalisation s	(d/b)	(d/a)	(d/c)
	(a)	(b)	(c)	(d)			(en %)
- Droits de sortie	20,0	21,3	58,0	24,3	14,1	21,5	41,9
ii- Recettes non fiscales	82,6	149,7	269,3	125,4	-16,2	51,8	46,6
II- Dons	61,7	42,5	101,0	7,1	-83,3	-88,5	7,0
B- Recettes d'emprunts	833,3	657,8	1 590,3	552,7	-16,0	-33,7	34,8
- Prêts projets	343,6	295,7	795,4	194,6	-34,2	-43,4	24,5
- Prêts FMI	69	1,0	136	45,4	4 440	-34,2	33,4
- Appuis budgétaires	45,9	250,5	88,1	23,3	-90,7	-49,2	26,4
- Emission titres publics	304,8	180,5	450	229,4	27,1	-24,7	51,0
Allocation DTS	70	-70,0	120,8	60,0	-185,7	-14,3	49,7
TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES (A+B)	2 870,5	3 049,6	6 269,8	2 919,4	-4,3	1,7	46,6

Source : MINFI/DGB, Rapports sur l'exécution du budget à fin décembre 2022 et au 30 juin 2023

3.2.2. Recettes budgétaires

A fin juin 2023, les recettes budgétaires recouvrées se chiffrent à 2 373,8 milliards F CFA, et représentent 49,7% de la prévision annuelle révisée. Elles sont en hausse de 13,1% en glissement annuel mais baissent de 24,7 milliards F CFA par rapport à fin décembre 2022. Les recettes internes représentent 99,7% des recettes budgétaires contre 96,7% au deuxième semestre 2022.

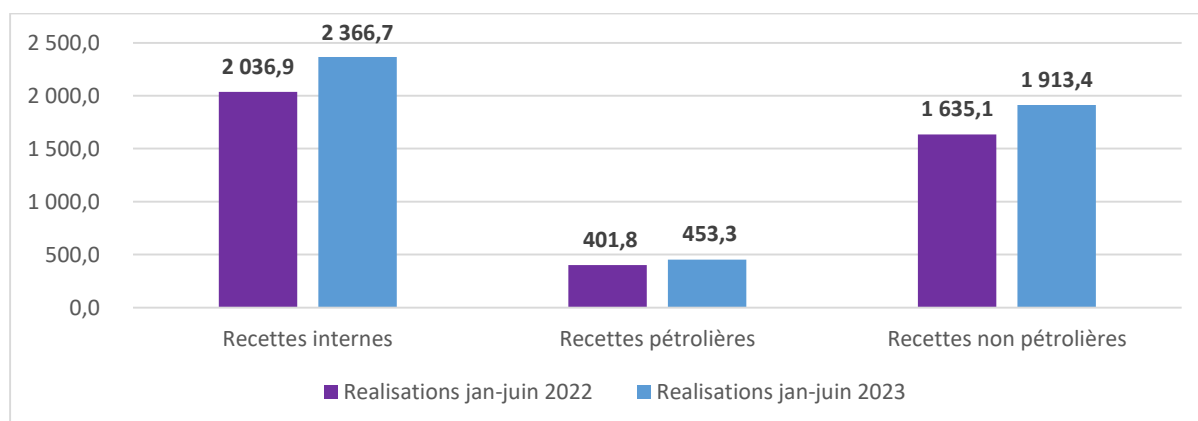
3.2.2.1. Recettes internes

Les recettes internes sont constituées des recettes pétrolières et des recettes non pétrolières.

Au 30 juin 2023, elles se situent à 2 366,7 milliards F CFA, soit un taux de réalisation de 50,6% par rapport à la prévision annuelle. En comparaison à leur niveau à la même date de 2022, elles augmentent de 329,8 milliards F CFA (+16,2%), en lien surtout avec la hausse des recettes non pétrolières.

Les recettes pétrolières ont été recouvrées à hauteur de 453,3 milliards F CFA (soit 19,1% des recettes internes) contre 571,7 milliards F CFA au deuxième semestre 2022

Graphique 6: Recettes pétrolières mobilisées aux premiers semestres des années 2022 et 2023 (en milliards F CFA)

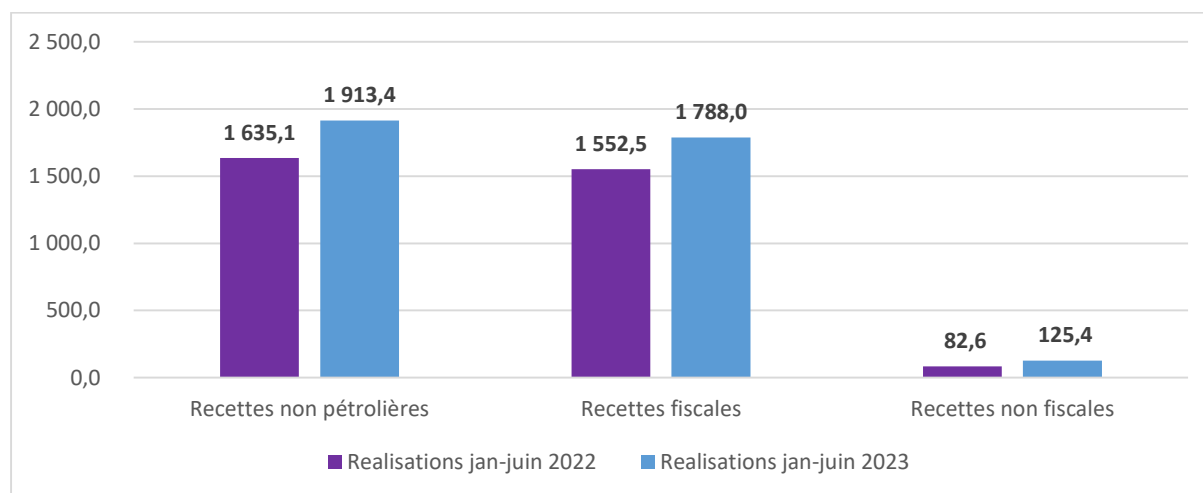


Source : CCIMA

Les recettes non pétrolières pèsent 80,9% des recettes internes. Constituées des recettes fiscales et des recettes non fiscales, elles sont passées de 1 635,1 milliards F CFA au 1^{er} semestre 2022 à

1 913,4 milliards F CFA. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation des recettes fiscales (+235,5 milliards F CFA).

Graphique 7: Recettes non pétrolières mobilisées aux premiers semestres des années 2022 et 2023 (en milliards F CFA)



En glissement annuel, l'accroissement des recettes fiscales résulte de l'augmentation des recettes des impôts et taxes de 152,3 milliards F CFA et de celle des recettes douanières de 83,2 milliards F CFA. Le taux de réalisation des recettes fiscales est de 50,1% et celui des recettes non fiscales est de 46,6%.

Les recettes des impôts et taxes s'élèvent à 1 303,6 milliards F CFA au premier semestre 2023, en hausse aussi bien par rapport au deuxième semestre 2022 (+14,9%) qu'en glissement annuel (+13,2%). Au premier semestre 2023, un montant de 484,4 milliards F CFA a été recouvré au titre des recettes douanières, en hausse de 83,2 milliards F CFA par rapport au premier semestre 2022.

Les recettes douanières pèsent 27,1% des recettes fiscales, et les impôts et taxes, 72,9%. Au terme du premier semestre 2023, les recettes non

fiscales se chiffrent à 125,4 milliards F CFA, en hausse de 51,8% en glissement annuel.

3.2.2.2. Dons

Au terme du premier semestre 2023, les dons ont été mobilisés à hauteur de 7,1 milliards F CFA, en baisse aussi bien par rapport au deuxième semestre 2022 qu'en glissement annuel.

3.2.2.3. Recettes d'emprunt

Les emprunts mobilisés se sont établis à 552,7 milliards F CFA au cours du premier semestre 2023, en baisse aussi bien par rapport au deuxième semestre 2022, qu'en glissement annuel. Ils comprennent les prêts projets (194,6 milliards F CFA), les émissions de titres publics (229,4 milliards F CFA) ; les prêts FMI (105,4 milliards F CFA) et les autres appuis budgétaires (23,3 milliards F CFA).

3.2.3. Charges budgétaires

Au terme du premier semestre 2023, les dépenses du budget de l'Etat ordonnancées s'élèvent à 2 878,3 milliards F CFA, en augmentation de 19,4% en glissement annuel.

Les charges de l'Etat comprennent les dépenses courantes (hors intérêts de la dette), les dépenses d'investissement ainsi que le service de la dette publique.

Tableau 6: Exécution des dépenses de l'Etat au premier semestre 2023 (en milliards de F CFA)

Rubriques	1 ^{er} semestre 2022	2e semestre 2022	1 ^{er} semestre 2023	Variation (%)	
	a	b	c	c/b	c/a
I-Dépenses courantes (hors intérêts)	1 249,1	1 988,5	1 673,6	-15,8	34,0
- Dépenses de personnel	559,2	633,9	635,3	0,2	13,6
- Dépenses de Biens & Services	393,6	499,5	480,2	-3,9	22,0
Transferts et Subventions	296,3	855,1	558,1	-34,7	88,4
- Subventions	172,4	728,7	432,2	-40,7	150,7
- Pensions	123,9	126,4	125,9	-0,4	1,6
II- Dépenses d'investissement	461,5	817,3	396,3	-51,5	-14,1
Sur financements extérieurs	227,0	461,2	201,6	-56,3	-11,2
Sur ressources propres	224,3	356,3	184,4	-48,2	-17,8
IV- Service de la dette publique	699,8	231,8	808,4	248,7	15,5
Dette extérieure	521,5	139,3	350,6	151,7	-32,8
- Intérêts	106,0	62,5	83,9	34,2	-20,8
- Principal	215,5	276,8	266,7	-3,6	23,8
Dette intérieure	178,3	92,5	457,8	394,9	156,8
- Intérêts	22,7	19,2	54,4	183,3	139,6
- Amortissement du principal	103,6	45,3	59,0	30,2	-43,1
- Remboursement crédits TVA	52,0	28,0	31,0	10,7	-40,4
TOTAL CHARGES (I+II+III+IV)	2 410,4	2 915,7	2 878,3	-1,3	19,4

Source: MINFI/DGB Rapports sur l'exécution du budget à fin juin 2023 et fin décembre 2022

3.2.4. Dépenses courantes (hors intérêts de la dette)

Les dépenses courantes comprennent les dépenses de personnel, les achats des biens et services, et les transferts et subventions.

Au terme du premier semestre 2023, elles s'établissent à 1 673,6 milliards F CFA contre 1 249,1 milliards F CFA à la même période de 2022. Elles augmentent ainsi de 424,5 milliards

F CFA (+34,0%), tirées par les transferts et subventions (+261,2 milliards F CFA) et particulièrement des subventions (+259,8 milliards F CFA).

Les dépenses de personnel ont été ordonnancées à hauteur de 635,3 milliards F CFA, en hausse de 13,6% par rapport au premier semestre 2022.

Les dépenses des biens et services concernent les acquisitions de biens et services destinés au

fonctionnement des administrations. Leur niveau d'exécution est de 480,2 milliards F CFA contre 393,6 milliards F CFA à la même période de 2022, soit une hausse de 22%.

Les dépenses de transfert et subventions sont composées des bourses, des subventions et des pensions. Ces dépenses s'élèvent à 558,1 milliards F CFA, contre 296,3 milliards F CFA par rapport au premier semestre 2022.

3.2.5. Dépenses d'investissement

Au premier semestre 2023, les dépenses d'investissement ont été ordonnancées à hauteur de 396,3 milliards F CFA, en baisse de 65,2 milliards F CFA (-14,1%) en glissement annuel.

Les dépenses en capital sur ressources propres s'élèvent à 184,4 milliards F CFA, tandis que celles sur financements extérieurs s'élèvent à 201,6 milliards F CFA.

3.2.6. Service de la dette publique

Le service de la dette publique comprend le service de la dette publique extérieure et le service de la dette publique intérieure.

Au premier semestre 2023, le montant du service de la dette publique est de 808,4 milliards F CFA contre 231,8 milliards F CFA au deuxième semestre 2022, en hausse de 108,6 milliards F CFA en glissement annuel.

3.3. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE

L'évolution de la monnaie et le financement de l'économie ont été marqués au premier semestre 2023 sur le plan international par la poursuite d'une politique monétaire restrictive pour faire face à l'inflation et sur le plan interne par la poursuite du programme économique et financier triennal 2021-2024. Ce programme vise au plan de la politique monétaire, la réduction des prêts non performants et la préservation de la stabilité monétaire qui se décline au plan interne, par un niveau de prix faible à moyen terme et au plan externe, par un taux de couverture extérieure de la monnaie suffisant ($\geq 20\%$) ou un niveau de réserves de change d'au moins trois (03 mois) d'importations des biens et services. Pour faire face à l'inflation galopante, une politique monétaire restrictive a été mise en place par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).

3.3.1. Politique monétaire

Pour atteindre son objectif, la BEAC intervient sur le marché monétaire, soit en ponctionnant, soit en injectant de la liquidité centrale, afin de piloter le Taux d'Intérêt Moyen Pondéré (TIMP) du marché interbancaire autour du Taux d'Intérêt des Appels d'Offre (TIAO), qui est son principal taux directeur. Cette démarche se traduit par des interventions hebdomadaires d'appel d'offre, renforcées si nécessaire, par d'autres instruments au titre d'apport supplémentaire ou de retrait de liquidités.

Au terme du premier semestre 2023, les perspectives en matière de stabilité monétaire externe sont

favorables, avec un taux de couverture de la monnaie qui ressortirait à environ 80% contre 73,1% en décembre 2022 et des réserves de change qui augmenterait à 5,1 mois d'importation des biens et services. Toutefois, sur le plan interne, on note une persistance des tensions inflationnistes en hausse à 6,1% en 2023 contre 5,6% un an plutôt. Les conditions monétaires s'étaient durcies au premier trimestre 2023, traduisant le resserrement de la politique monétaire. Ainsi le TIAO a été revu en hausse de 150 points de base et les taux d'intérêt sur le marché interbancaire sous régional est passé de 5,50% à 5,79%.

Malgré ce contexte, le Comité de politique monétaire de la BEAC a décidé le 26 juin 2023 de maintenir inchangés les différents taux d'intérêt ainsi que les coefficients de réserves obligatoires. Plusieurs facteurs ont milité pour le maintien des taux, notamment l'anticipation des pressions inflationnistes moins fortes et la modération de l'inflation importée en CEMAC. Pour mémoire, à fin juin 2023, le montant des réserves obligatoires est estimé à 467,2 milliards F CFA, en hausse de 45 milliards F CFA par rapport à fin juin 2022. Ces réserves obligatoires sont rémunérées au taux de 0,05% et représentent le tiers de l'ensemble des réserves des banques à la BEAC.

3.3.2. Situation monétaire

Au 30 juin 2023, la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 9 836,6 milliards F CFA, en progression de 11,8% en glissement annuel et de 0,4% par rapport à fin décembre 2022.

Tableau 7: Situation monétaire au sens large fin juin 2023 (en milliards F CFA)

	juin-22	déc-22	juin-23	Variations (en %)	
	a	b	c	c/a	c/b
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE	8 799,9	9 792,7	9 836,6	11,8	0,4
Avoirs Extérieurs Nets	2 664,2	3 193,9	2 924,3	9,8	-8,4
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 425,7	1 854,1	1 942,8	36,3	4,8
dont Compte d'opérations	2 496,0	2 696,2	2 536,3	1,6	-5,9
Avoirs extérieurs nets des BCM	1 238,6	1 339,9	981,5	-20,8	-26,7
Crédit intérieur	6 137,5	6 598,7	6 912,3	12,6	4,8
Créances nettes sur l'Etat	1 794,7	2 007,2	2 079,9	15,9	3,6
Position nette du gouvernement	1 812,1	2 008,5	1 978,3	9,2	-1,5
Crédit à l'économie	4 341,1	4 591,5	4 832,3	11,3	5,2
Crédit au secteur privé non financier	3 743,3	4 006,5	4 291,4	14,6	7,1
Crédit aux entreprises publiques non financières	554,2	544,0	513,9	-7,3	-5,5
RESSOURCES	8 799,9	9 792,7	9 836,6	11,8	0,4
Masse monétaire (M2)	7 266,9	7 985,7	8 046,1	10,7	0,8
Circulation fiduciaire	1 526,6	1 613,1	1 589,9	4,1	-1,4
Monnaie scripturale	3 256,3	3 729,4	3 760,7	15,5	0,8
Quasi-monnaie	2 484,0	2 643,1	2 695,5	8,5	2,0
Autres postes nets	1 533,0	1 807,0	1 790,5	16,8	-0,9

Source : BEAC

3.3.3. Evolution des agrégats monétaires

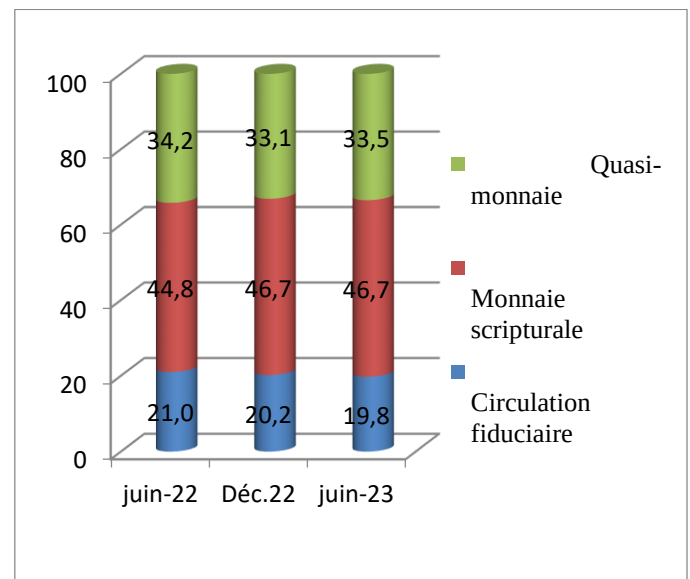
A fin juin 2023 et en glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 10,7 % pour s'établir à 8 046,1 milliards F CFA. Cette hausse résulte de celle de ses trois composantes : +15,5% pour la monnaie scripturale (ou dépôt à vue), +4,1% pour la monnaie fiduciaire (billet et monnaie en circulation) et +8,5% pour la quasi-monnaie (ou dépôt à terme ou d'épargne).

Par rapport au 31 décembre 2022, la masse monétaire augmente de 0,8%, tirée par la monnaie scripturale.

La structure de la masse monétaire reste dominée par la monnaie scripturale (dépôt à vue), dont le poids a augmenté passant de 44,8% de la masse monétaire à fin juin 2022 à 46,7% au 30 juin 2023. Par contre, le poids de la circulation

fiduciaire a diminué de 1,2 point dans la période sous-revue pour se situer à 19,8%.

Graphique 8: Composantes de la masse monétaire (en %)



Source : BEAC

3.3.4. Sources de création monétaire

3.3.4.1. Avoirs extérieurs nets (AEN)

Au 30 juin 2023, les avoirs extérieurs nets (AEN) du Cameroun sont de 2 924,3 milliards F CFA contre 3 193,9 milliards F CFA à fin décembre 2022 et 2 664,2 milliards F CFA au 30 juin 2022, enregistrant ainsi un accroissement de 9,8% en glissement annuel. Cette évolution est tirée par la hausse de 36,3% des avoirs extérieurs nets de la BEAC.

La hausse des AEN de la BEAC est attribuable aux efforts de rapatriement des recettes d'exportation et à la forte hausse des rétrocessions des devises par les banques commerciales pour leur clientèle du secteur des industries extractives. Toutefois, les avoirs extérieurs nets des banques créatrices de monnaie ont baissé aussi bien par rapport à fin décembre 2022 (-26,7%) qu'en glissement annuel (-20,8%). Les avoirs extérieurs nets sont constitués de 33,5% de ceux des banques et de 66,5% de ceux de la BEAC. Les avoirs extérieurs bruts du Cameroun à la BEAC peuvent couvrir 6,7 mois d'importation de biens et services tandis que ceux de l'ensemble des pays membres de la CEMAC couvrent 5,8 mois d'importations de biens et services.

3.3.4.2. Crédit intérieur

Au 30 juin 2023, le crédit intérieur augmente de 12,6% en glissement annuel et de 4,8% par rapport au 30 décembre 2022, pour s'établir à 6 912,3 milliards F CFA. Cette évolution résulte d'une hausse conjuguée des deux composantes : les créances nettes sur l'Etat augmentent de 15,9% en glissement annuel tandis que les crédits à l'économie progressent de 11,3% dans la même période. Les créances nettes à l'Etat et les crédits à l'économie ont respectivement contribué à hauteur de 1,1% et 3,7% à la croissance du crédit intérieur par rapport à fin décembre 2022.

3.3.4.2.1. Créances nettes sur l'Etat

En s'établissant à 2 079,9 milliards F CFA au 30 juin 2023, les créances nettes sur l'Etat sont en hausse de 3,6% par rapport à fin décembre 2022. La hausse observée est attribuable à la hausse des dépôts de l'Etat.

3.3.4.2.2. Crédits à l'économie

A fin juin 2023, les crédits à l'économie se chiffrent à 4 832,3 milliards F CFA, en hausse de 5,2% par rapport au 31 décembre 2022. Les crédits au secteur privé non financier pèsent 88,8 de l'ensemble de crédits à l'économie contre 87,3% à fin décembre 2022.

En s'établissant à 4 291,4 milliards F CFA, les crédits au secteur privé augmentent de 548,1 milliards F CFA (+14,6%) en glissement annuel. Sur la période, il est à relever une expansion (+15,6%) des crédits à moyen terme mais également des hausses des crédits à court terme (+12,8%) et des crédits à long terme (+9,5%). Par rapport à fin décembre 2022, les crédits au secteur privé s'accroissent de 7,1%.

3.3.5. Secteur bancaire et financier

3.3.5.1. Secteur bancaire

Au premier semestre 2023, le paysage bancaire s'enrichit d'une nouvelle banque contrôlée par les camerounais : l'Africa Golden Bank. Cette nouvelle entrée porte à 19 le nombre de banques exerçant au Cameroun.

Le secteur bancaire se caractérise par : (i) l'augmentation du bilan consolidé des banques, (ii) l'accroissement des dépôts et des crédits à la clientèle ; (iii) l'amélioration de l'inclusion financière ; iv) l'intensification des transactions par monnaie électronique ; et (v) un meilleur respect des normes prudentielles.

Le bilan consolidé de l'ensemble des banques s'équilibre en ressources et en emplois à 9 840,1 à

fin juin 2023, en hausse aussi bien par rapport à fin décembre 2022 qu'en glissement annuel.

Le niveau d'intermédiation financière, mesuré en rapportant les crédits sur les dépôts est de 66,8% contre 65% en décembre 2022.

3.3.5.1.1. Dépôts de la clientèle

Au 30 juin 2023, les dépôts progressent de 4,6% par rapport au 31 décembre 2022 et de 17,0% en glissement, pour se chiffrer à 7 574,9 milliards F CFA.

En glissement annuel, l'accroissement des dépôts est soutenu par ceux des entreprises privées (contribution de 10,5 points à la croissance des dépôts) et des particuliers (contribution de 6,6

points à la croissance). Les dépôts des entreprises individuelles et des organismes publics ont ralenti la progression des dépôts.

Par rapport à fin décembre 2022, la hausse des dépôts est attribuable aux entreprises privées (contribution de 3,3% à la croissance des dépôts) et aux particuliers (contribution de 2,1%).

Par type de clientèle, les particuliers détiennent la plus grande part des dépôts (36,5%). Ils sont suivis par les entreprises privées (31,5%), l'administration publique centrale (7,7%), les entreprises individuelles (3,5%) et les sociétés d'assurance et de capital (2,5%).

Tableau 8: Répartition des dépôts par type de clientèle (en milliards F CFA)

Libellés	Déc.-21	Juin-22	Déc.-22	Variations (%)		Poids en juin 2023
	(a)	(b)	(c)	(c/a)	(c/b)	(%)
Administration publique centrale	573,8	601,3	581,9	1,4	-3,2	7,7
Administration publique locale	29,3	29,2	35,8	22,2	22,6	0,5
Organismes publics	218,2	140,7	138,4	-36,6	-1,6	1,8
Administrations privées	156	144,9	175	12,2	20,8	2,3
Entreprises publiques	565,7	557,6	593,3	4,9	6,4	7,8
Entreprises privées	1703,9	2141,7	2383,5	39,9	11,3	31,5
Sociétés d'assurance et de capital	126,8	158,7	187,3	47,7	18,0	2,5
Entreprises individuelles	272,1	270,7	262,7	-3,5	-3,0	3,5
Particuliers	2338	2612,5	2763,8	18,2	5,8	36,5
Divers	491,6	586,8	453,1	-7,8	-22,8	6,0
Total	6 475,4	7 244,0	7 574,9	17,0	4,6	

Source: BEAC

Par nature, les dépôts à vue et les dépôts à terme sont tous en hausse en glissement annuel et par rapport au 30 juin 2022. Par contre, les dépôts à régime spéciaux (bons de caisse) ont respectivement baissé de 10,7% et de 8,1% en

glissement annuel et par rapport à fin décembre 2022. Les dépôts à vue sont les plus représentatifs, avec 81,1% de l'ensemble, contre 12,7% pour les dépôts à terme et 6,2% pour les bons de caisse.

Tableau 9 : Dépôts par maturité (en milliards F CFA)

Libellés	juin-22	Déc. 22	juin-23	Variation (%)		Poids en juin 2023
	a	b	c	c/a	c/b	(%)
Dépôts à régime spécial	462,0	448,9	412,4	-10,7	-8,1	6,2
Dépôts à terme	850,7	923,2	940,4	10,5	1,9	12,7
Dépôts à vue	5 162,8	5 871,9	6 222,1	20,5	6,0	81,1
TOTAL	6 475,5	7 244,0	7574,9	17,0	4,6	100

Source : BEAC

3.3.5.1.2. Encours des crédits

Au 30 juin 2023, l'encours des crédits est de 5 060 milliards F CFA, en hausse de 12,7% en glissement annuel et de 7,3% par rapport à fin décembre 2022.

En glissement annuel, cet accroissement est tiré par les crédits octroyés aux entreprises privées (contribution de 7,4% à la croissance), aux particuliers (contribution de 4,5 points à la croissance des crédits) et aux entreprises publiques (contribution de 2,9 points à la croissance). Cette hausse a été ralentie par la baisse de 29% des crédits à l'administration publique centrale.

Par rapport au 31 décembre 2022, l'augmentation des crédits est soutenue par les entreprises

privées (contribution de 3,1 points à la croissance des crédits), les entreprises publiques (contribution de 3 points) et les particuliers (contribution de 1,9 point de pourcentage). Cette hausse a été freinée par les crédits octroyés à l'Administration publique centrale, qui baissent de 17%.

Par maturité, les crédits à court terme représentent 29% du total des encours, ceux à moyen terme 48,0% et ceux à long terme 1,9%. Les créances brutes en souffrance représentent en moyenne 13,7% de l'encours des crédits et les comptes débiteurs de la clientèle 7,2%.

Par type de clientèle, 56,1% des crédits sont accordés aux entreprises privées, 20,9% aux particuliers, 13,5% aux entreprises publiques et 5 % à l'administration publique centrale.

Tableau 10: Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de F CFA)

Libellés	Juin-22	Déc-22	Juin-23	Variations (%)		Poids en juin 2023
	(a)	(b)	(c)	(c/b)	(c/a)	(%)
Administration publique centrale	354,0	302,8	251,2	-17,0	-29,0	5,0
Administration publique locale	1,0	2,3	11,1	382,6	1 010	0,2
Organismes publics	0,0	0,0	0,0	NC	NC	0,0
Administrations privées	27,0	33,8	40,3	19,2	49,3	0,8
Entreprises publiques	554,0	541,7	683,3	26,1	23,3	13,5
Entreprises privées	2 505,0	2 691,7	2 838,4	5,5	13,3	56,1
Sociétés d'assurance et de capital	8,0	6,9	7,2	4,3	-10	0,1
Entreprises individuelles	184,0	166,1	161,8	-2,6	-12,1	3,2
Particuliers	853,0	964,4	1 055,2	9,4	23,7	20,9
Divers	4,0	5,2	11,5	121,2	187,5	0,2
Total	4 490,0	4 715,0	5 060,0	7,3	12,7	100

Source: BEAC

Au 30 juin 2023, les créances brutes en souffrance se situent à 16,1% de l'encours des crédits, contre 14,9% à fin juin 2022. Le niveau d'intermédiation financière, mesuré en rapportant les crédits sur les dépôts se stabilise à 66,8%.

Les principaux secteurs d'activités bénéficiaires des crédits sont : « bâtiments et travaux publics » (23,8% du total des crédits), « transports et activités auxiliaires de transports » (16,1%), « commerce, restauration et hôtellerie » (15,1%), « agriculture, élevage et chasse, sylviculture et pêche » (13,5%), « production et distribution d'électricité, gaz et eau » (12,5%), « industries extractives » (11,0%), « production de services aux collectivités et personnels » (5,4%), « activités des institutions financières, affaires immobilières et services destinés aux entreprises » (2,9%).

Au 31 décembre 2022, le coût total de crédit, mesuré à travers le taux effectif global (TEG), reste stable à 42,4% pour les crédits aux particuliers ; celui appliqué aux administrations publiques et aux collectivités territoriales décentralisées est de 30%. Le coût total de crédit appliqué aux PME passe de 38,1% en 2021 à 33,5% en 2022.

3.3.5.1.3. Normes prudentielles

L'analyse porte sur 17 banques sur les 19 exerçant au Cameroun. Au 31 décembre 2022, la situation se présente de la manière suivante :

- 15 banques respectent le ratio de solvabilité ;
- 16 banques respectent le ratio de liquidité ;
- 14 banques respectent le ratio de couverture des immobilisations ;
- 14 banques respectent le ratio de transformation à long terme.

3.3.5.1.4. Distributeurs automatiques et monnaies électroniques

En 2022, les établissements de crédit ont poursuivi l'accroissement de leurs réseaux de Distributeurs Automatiques de Billets (DAB), à l'effet de moderniser, améliorer et alléger les services à la clientèle. Selon la BEAC, le nombre de DAB est passé de 805 en 2021 à 874.

Au 31 décembre 2022, l'activité de la monnaie électronique enregistre une hausse de 28,5%, portant à 1,67 milliard F CFA le nombre de transactions pour une valeur de 17 207,6 milliards F CFA. Le Cameroun concentre plus de

deux tiers des transactions et 74% du porte-monnaie électronique de la CEMAC. Le nombre de compte de paiement de monnaie électronique s'élève à 21 630 805, et représente 58% des comptes de l'ensemble des pays de la CEMAC. S'agissant du mobile money, les données collectées auprès des opérateurs agréés révèlent que la valeur des transactions se chiffre à 17 604,4 milliards F CFA.

3.3.5.2. Secteur de microfinance

En 2022, le secteur a été marqué par : i) le retrait de l'agrément à 46 établissements de microfinance (EMF) du réseau CAMCCUL ; ii) la transformation de LA REGIONALE en banque ; iii) l'immatriculation de 13 EMF dans le registre spécial du Comité National Economique et Financier (CNEF) ; iv) l'émission de 23 avis favorables d'autorisation d'ouverture d'agences et de guichet d'EMF ; v) la signature d'un protocole d'entente entre le Programme d'Appui à la Stratégie Nationale de la Finance Inclusive (PASNFI) et le CNEF, pour l'appui au renforcement de la centralisation et de la sécurisation des informations financières.

L'activité du secteur de la microfinance se caractérise par : i) la hausse du total de bilan ; ii) l'augmentation des dépôts et des crédits ; iii) la hausse des créances en souffrance.

A fin décembre 2022, le total des bilans des établissements de microfinance (EMF) est en hausse de 129 milliards F CFA par rapport au 31 décembre 2021, pour se situer à 1 040,7 milliards F CFA.

Tableau 11: Evolution du total des bilans des EMF (en milliards F CFA)

	Fin décembre 2021	Fin décembre 2022	Variation (en %)
Première catégorie	425,7	500,9	17,7
Deuxième catégorie	485,4	539,2	11,1
Troisième catégorie	0,6	0,6	0,0
Total	911,7	1 040,7	14,1

Source : CNEF

On compte 378 établissements de microfinance (EMF) agréés dont 301 de première catégorie, 75 de deuxième catégorie et 2 de troisième catégorie.

Tableau 12: Répartition des EMF agréés par catégorie

Catégorie d'EMF	Fin décembre 2021	Fin décembre 2022	Poids en 2022 (en %)	Variations (en %)
1 ^{ère} catégorie	334	301	79,6	-9,9
2 ^{ème} catégorie	66	75	19,8	13,6
3 ^{ème} catégorie	2	2	0,5	0,0
Total	402	378	100,0	-6,0

Sources : CNEF, MINFI

Parmi ces EMF agréés, 317 sont immatriculés contre 302 au 31 décembre 2021.

Tous les deux EMF de 3^e catégorie sont immatriculés.

Tableau 13: Répartition des EMF immatriculés au Registre du CNEF

Catégorie d'EMF	Fin décembre 2021	Fin décembre 2022
1 ^{ère} catégorie	244	256
2 ^{ème} catégorie	58	59
3 ^{ème} catégorie	2	2
Total	304	317

Source : Comité National Economique Financier

Par rapport à fin décembre 2021, les dépôts ont augmenté de 81,2 milliards F CFA pour se situer

à 809,6 milliards F CFA. Les EMF de deuxième catégorie ont collecté 50,2% du total des dépôts.

Tableau 14: Evolution des dépôts des EMF (en milliards F CFA)

	31 décembre 021	31 décembre 022	Variation (en %)
Première catégorie	355,4	403,1	13,4
Deuxième catégorie	373	406,5	9,0
Total	728,4	809,6	11,1

Source : CNEF

Les crédits octroyés à la clientèle par les EMF sont passés de 539,7 milliards F CFA au 31 décembre 2021 à 602 milliards F CFA à fin décembre 2022, soit une hausse de 11,5%. Plus de 54% de crédits sont octroyés par les EMF de deuxième catégorie.

Tableau 15: Evolution des crédits des EMF (en milliards F CFA)

	31 décembre 021	31 décembre 022	Variations (en%)
Première catégorie	235,4	272,5	15,8
Deuxième catégorie	304	329,3	8,3
Troisième catégorie	0,3	0,2	-33,3
Total	539,7	602,0	11,5

Source : CNEF

Par rapport au 31 décembre 2021, les créances en souffrance des EMF ont augmenté de 4,4 milliards F CFA pour s'établir à 125,1 milliards F CFA, dont 71,1 milliards F CFA dans les EMF de deuxième catégorie.

3.3.5.3. Etablissements Financiers

En 2022, ces établissements sont constitués de 3 institutions financières spécialisées (Société de Recouvrement des Créances, Société Nationale d'Investissement, Crédit Foncier du Cameroun), de 3 sociétés financières (Alios finance, Pro-PME et

Société Camerounaise d'Equipeement) et un prestataire de services de paiement (Wafacash). En 2022, le bilan consolidé des Etablissements Financiers s'équilibre en ressources et en emplois à 450,6 milliards F CFA contre 437,4 milliards F CFA en 2021. L'encours des crédits à la clientèle augmente de 7,6% pour s'établir à 147,7 milliards F CFA. Les créances en souffrance s'élèvent à 41,5 milliards F CFA contre 46 milliards F CFA en 2021. Les dépôts passent de 36,7 milliards F CFA en 2021 à 39,2 milliards F CFA en 2022.

3.3.5.4. Assurances

Le marché d'assurances est animé par 27 sociétés dont 17 dans la branche « Incendie, Accidents, Risques Divers » (IARD) et 10 dans la branche « Vie et Capitalisation ». L'exigence du capital social minimum à 5 milliards F CFA est respectée par 26 compagnies sur les 27.

En 2022, le marché des assurances reste dynamique. Le chiffre d'affaires global augmente de 11,5% pour se situer à 256,3 milliards F CFA, après une hausse de 8,7% en 2021. Le chiffre d'affaires de la branche IARD s'accroît de 10,5% et pèse 65,7% de l'ensemble du marché. L'assurance automobile pèse 33,2% du chiffre d'affaires du segment IARD. Les charges de sinistres, constituées des prestations payées en 2022 et de variation des provisions, augmentent de 11% par rapport à 2021, pour s'établir à 127,7 milliards F CFA.

Les opérations d'assurance, toutes branches confondues, ont dégagé un résultat net d'exploitation de 15,3 milliards F CFA contre 15,9 milliards F CFA en 2021.

3.3.5.5. Marché Financier

Le marché financier est constitué du marché boursier et du marché des opérations de titres publics.

3.3.5.5.1. *Marché boursier*

A fin décembre 2022, seize (16) titres sont inscrits à la cote officielle de la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC), dont 06 pour les actions et 10 pour les obligations.

La capitalisation boursière passe de 1054,8 milliards F CFA au 31 décembre 2021 à 1491,8 milliards F CFA. Elle est composée de 619,5 milliards F CFA pour le marché des actions et 872,2 milliards F CFA pour le marché des obligations.

Au 30 juin 2023, la capitalisation boursière a plus que doublé par rapport à fin juin 2022, pour se chiffrer à 1 641,5 milliards F CFA. Sur le marché des actions, la capitalisation boursière est de 439 milliards F CFA, en baisse de 180,5 milliards F CFA par rapport à fin décembre 2022. Cette évolution est imputable à radiation le 17 février 2023 par la BVMAC, de la SIAT GABON de sa cote officielle. L'encours des dettes obligataires est de 1 202,5 milliards F CFA, en hausse de 37,8% par rapport au 31 décembre 2022. Cette

évolution est principalement attribuable à l'introduction de trois nouvelles valeurs : « EOG6,25%net 2022-2028 », « BDEAC6%2022-2029 » et « EOTD6,5%net 2022-2027 ».

3.3.5.5.2. *Opérations de titres publics*

Au 31 août 2023, l'encours des titres publics s'élève à 2 245,2 milliards F CFA, en hausse de 150,9 milliards F CFA par rapport au 31 décembre 2022. Cette évolution résulte des émissions de 605,6 milliards F CFA et des remboursements de 454,6 milliards F CFA réalisés u cours des huit premiers mois de l'année.

S'agissant des marchés de syndication, l'encours des ECMR à fin août 2023 s'élève à 461,6 milliards F CFA, en augmentation de 176,7 milliards F CFA par rapport au 31 décembre 2022. Cette hausse résulte de l'émission par l'Etat d'un emprunt obligataire dénommé « ECMR 2023 à tranches multiples » au cours du mois de juin 2023.

Tableau 16: Situation des titres publics au 31 août 2023 (en milliards F CFA)

Marché	Encours au 31/12/2022	Emissions au 31/08/2023	Remboursements au 31/08/2023	Encours au 31/08/2023	Variation
	a	b	c	d=a+(b-c)	d/a
Adjudications	1 267,2	428,9	454,7	1 241,4	-25,8
BTA	231,2	386,9	371,2	246,9	15,7
OTA	1 036,0	42,0	83,5	994,5	-41,5
Syndications	285,0	176,7	0	461,7	176,7
ECMR	285,0	176,7	0	461,7	176,7
International	542,1	0	0	542,1	0,0
Euro bond	542,1	0	0	542,1	0,0
Total	2 094,3	605,6	454,7	2 245,2	150,9

Source : MINFI

3.4. COMMERCE EXTERIEUR

Au premier semestre 2023, la valeur des échanges commerciaux du Cameroun avec ses partenaires, s'élève à 4 151,7 milliards de F CFA en hausse de 11,6% en glissement annuel mais diminue de 11,2% par rapport au deuxième semestre 2022. C'est la même dynamique que l'on observe pour les échanges hors pétrole brut (baisse de 6,8% par rapport au deuxième semestre 2022 et progresse de 18,4% en glissement annuel), qui s'établit à 3589 milliards de F CFA.

3.4.1. Balance commerciale : déficit semestriel supérieur à mille milliards de F CFA

Au premier semestre 2023, le déficit commercial du Cameroun s'est aggravé aussi bien par rapport au deuxième semestre 2022 (de 318,8 milliards de F CFA) qu'en glissement annuel (de 827,4 milliards de F CFA) pour s'établir à 1287,1 milliards de F CFA. Le creusement du déficit commercial s'explique essentiellement par la baisse de la valeur des exportations.

Hors pétrole brut, le déficit de la balance commerciale s'est creusé de 57,4 milliards de F CFA par rapport au deuxième semestre 2022, pour se situer à 1 849,9 milliards de F CFA. En glissement annuel, le déficit hors pétrole s'est aggravé de 699,4 milliards de F CFA.

Le taux de couverture des exportations par les importations est de 52,7%, en baisse aussi bien par rapport au deuxième semestre 2022 (de 13 points de pourcentage) qu'en glissement annuel (de 25,3 points). Hors pétrole, le taux de couverture est de 32%.

Tableau 17: Principaux résultats semestriels du commerce extérieur (en milliard de FCFA)

	1 ^{er} Sem 2022	2 ^{ème} Sem2022	1 ^{er} Sem 2023	Variations	
	a	b	c	c/b	c/a
Exportations	1 630,7	1 852,6	1 432,3	-22,7%	-12,2%
dont hors Pétrole brut	940,0	1 028,5	869,6	-15,5%	-7,5%
Importations	2 090,5	2 820,9	2 719,4	-3,6%	30,1%
dont hors Pétrole brut	2 090,5	2 820,9	2 719,4	-3,6%	30,1%
Balance commerciale	-459,8	-968,3	-1 287,1	-318,8	-827,4
dont hors Pétrole	-1 150,4	-1 792,5	-1 849,9	-57,4	-699,4
Taux de couverture (en %)	78,0	65,7	52,7	-13,0	-25,3
dont hors pétrole (en %)	45,0	36,5	32,0	-4,5	-13,0

Sources : Nos calculs sur la base des données du MINFI/DGD

3.4.2. Exportations

Le montant collecté au titre d'opérations d'exportation de biens au premier semestre 2023 est de 1 452,3 milliards de F CFA, en baisse de 13,6% par rapport au deuxième semestre 2022 et de 12,2% en glissement annuel.

En glissement annuel, cette baisse est imputable à la conjoncture défavorable sur les marchés de pétrole brut, de gaz naturel liquéfié, de cacao en fèves, de bois en grumes et de coton brut. Cette baisse a été ralentie par les exportations de pâte de cacao (hausse de 10,3% en valeur), de beurre de cacao (+9,3%), de carburant et lubrifiant, de

savons de ménage en morceaux et d'aluminium brut.

Par rapport au deuxième semestre 2022, la baisse des exportations s'explique par les ventes des huiles brutes de pétrole (-31,7%), du gaz naturel liquéfié (-32,1%) et du cacao brut en fèves (-39,1%). Par contre, les exportations de coton brut et des savons de ménage en morceaux ont augmenté aussi bien en quantité qu'en valeur.

Les dix (10) principaux produits exportés au premier semestre 2023 sont : les huiles brutes de pétrole (39,3% des exportations totales en valeur) ; le gaz naturel liquéfié (16,0%) ; le cacao brut en fèves (6,9%) ; les bois sciés (6,8%) ; le coton brut (5,5%) ; la pâte de cacao (3,0%) ; les bois bruts (2,4%) ; le beurre de cacao (2,2%) ; et le savon de ménage en morceaux (2,1%) et l'aluminium brut (1,6%).

Tableau 18: Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA)

Périodes	1er Sem-2022		2e sem-2022		1er sem-2023		Variation (en %)			
	a		b		c		c/b		c/a	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Bananes (y compris plantains)	105,3	14,7	110,3	15,5	109,3	15,4	-0,9	-0,7	3,8	4,7
Café	7,4	7,6	2,7	3,7	7,8	10,3	189,0	178,5	5,2	35,6
<i>dont café Robusta</i>	7,0	6,6	2,2	2,6	7,5	9,6	234,7	273,7	7,5	46,1
Cacao brut en fèves	2,1	2,0	0,2	0,2	0,5	0,5	165,6	229,9	-77,7	-72,2
Pâte de cacao	1,5	2,1	1,5	2,1	1,9	3,1	26,0	50,7	28,7	50,9
Beurre de cacao	102,4	131,3	121,4	156,4	114,2	161,8	-5,9	3,4	11,5	23,2
Huiles brutes de pétrole	27,4	40,7	25,2	38,8	25,6	43,2	1,5	11,4	-6,5	6,2
Carburants et lubrifiants	12,8	25,0	14,7	28,4	14,8	28,8	0,7	1,5	15,7	15,1
Gaz naturel liquéfié	2,1	3,0	2,5	3,6	2,1	3,1	-14,5	-13,3	-1,4	1,5
Savons de ménage en morceaux	2,7	1,1	2,9	1,5	4,2	2,1	46,1	43,3	55,8	84,4
Caoutchouc brut	5,1	2,3	5,5	2,5	7,1	3,3	27,7	32,1	38,2	45,3
Bois et ouvrages en bois	2,0	0,2	4,7	0,5	0,2	0,0	-94,7	-95,4	-87,5	-88,9
Bois brut (grumes)	1 791,7	543,0	1 663,3	690,7	1 907,4	812,5	14,7	17,6	6,5	49,6
Bois sciés	18,9	8,8	15,3	9,6	5,2	7,1	-66,2	-25,5	-72,6	-18,8
Feuilles de placage en bois	634,5	151,8	731,7	294,3	616,7	337,2	-15,7	14,6	-2,8	122,2
Coton brut	1,2	1,9	1,1	1,3	1,0	1,3	-7,3	-4,8	-20,6	-33,9
Bonbonnes, bouteilles et flacons	19,0	9,7	16,8	9,6	37,7	27,5	124,4	187,7	99,1	183,5
Barres en fer ou en aciers non alliés,...	26,0	20,5	18,8	17,3	29,0	24,5	54,1	41,4	11,5	19,6
Aluminium brut	835,3	158,0	827,2	151,4	902,2	163,5	9,1	7,9	8,0	3,5
Tôles en aluminium	444,8	48,3	392,6	40,4	353,6	36,8	-9,9	-8,9	-20,5	-23,8
Plomb sous forme brute	504,6	96,6	607,1	97,8	616,1	114,3	1,5	16,8	22,1	18,4
TOTAL général		1 630,7		1 852,6		1 432,3		-22,7		-12,2

Sources : MINFI/DGD-DP

3.4.3. Importations

Au premier semestre 2023, le Cameroun a importé des biens pour une valeur de 2 719,4 milliards de F CFA, en hausse de 30,1% en glissement annuel. Ces importations baissent de 3,4% par rapport au deuxième semestre 2022.

En glissement annuel, la hausse des importations est imputable principalement aux achats de matériel de transport, des machines et appareils mécaniques ou électriques, des métaux communs et leurs ouvrages, des produits des industries chimiques, des carburants et lubrifiants, de riz et d'achats des poissons de mer congelés.

On relève une hausse de 15,8% en quantité mais une baisse de 35,7% en valeur des achats de clinker. Les importations de certains biens à haut potentiel de production nationale augmentent aussi bien en quantité qu'en valeur. Il s'agit : du poisson

de mer congelés (+9 ; +10,7%) ; du maïs (+149,4% ; +143,1%) ; du riz (+24,0% ; +28,8%).

Au premier semestre 2023, le montant consacré aux importations de riz est de 128,4 milliards de F CFA soit 4,7% de l'ensemble des importations en valeur. Les carburants et lubrifiants pèsent 19,3% de l'ensemble des importations en valeur. Le groupe de produits qui occupe le 1^{er} rang est celui des produits minéraux, avec un montant de 623,9 milliards de F CFA de dépenses d'importations. Il est suivi par les machines et appareils mécaniques ou électriques (367,4 milliards de F CFA) et des produits des industries chimiques (325,6 milliards de F CFA des dépenses d'importation).

Les achats de friperie pèsent 15,2 milliards de F CFA tandis que le Cameroun a importé des engrais pour une valeur de 58,9 milliards de F CFA seulement.

Tableau 19: : Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de F CFA)

Périodes	1er Sem-2022		2e sem-2022		1er sem-2023		Variation (en %)			
	a		b		c		c/b		c/a	
Libellés	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Poissons de mer congelés	116,3	88,3	125,6	114,4	126,8	97,7	0,9	-14,6	9,0	10,7
Animaux et produits du règne animal	129,4	112,3	136,3	137,1	139,9	119,3	2,7	-13,0	8,2	6,3
Céréales	741,9	209,6	1 032,1	318,8	832,6	222,1	-19,3	-30,3	12,2	5,9
Froment(blé) et méteil	402,5	107,5	517,9	153,2	396,0	87,1	-23,5	-43,1	-1,6	-19,0
Maïs	10,8	2,4	1,3	0,9	27,0	5,9	1 961,5	566,6	149,4	143,1
Riz	328,6	99,7	512,9	164,7	407,4	128,4	-20,6	-22,0	24,0	28,8
Produits du règne végétal	835,5	246,8	1 125,5	361,6	936,1	268,6	-16,8	-25,7	12,1	8,8
Graisses et huiles animales ou végétales	35,6	33,2	85,0	88,0	89,4	71,0	5,2	-19,3	151,0	113,8
Sucres et sucreries	41,7	14,5	88,4	38,6	87,5	30,6	-1,0	-20,7	109,7	110,9
Boissons; liquides alcooliques	33,3	24,5	40,0	33,5	35,2	27,0	-12,0	-19,4	5,7	10,3
Produits alimentaires industriels	191,3	115,2	237,7	151,3	239,8	139,4	0,9	-7,9	25,3	20,9
Clinkers	1 307,9	85,3	860,8	51,9	1 514,1	54,9	75,9	5,6	15,8	-35,7
Hydrocarbures	828,7	379,1	1 129,1	774,4	1 000,1	553,9	-11,4	-28,5	20,7	46,1
Huiles brutes de pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-97,2	-96,7	1 233,3	32,3
Carburants et lubrifiants	757,5	342,4	1 008,0	706,2	938,0	525,3	-6,9	-25,6	23,8	53,4
Produits minéraux	2 369,3	474,9	2 298,3	840,5	2 896,5	623,9	26,0	-25,8	22,3	31,4
Produits chimiques inorganiques	74,1	24,3	90,9	36,7	144,2	49,7	58,6	35,5	94,7	104,3
Produits chimiques organiques	8,2	11,3	10,5	14,7	8,3	9,9	-20,9	-32,8	1,2	-12,7

Périodes	1er Sem-2022		2e sem-2022		1er sem-2023		Variation (en %)			
	a		b		c		c/b		c/a	
Libellés	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Produits pharmaceutiques	12,1	89,1	14,0	77,0	15,7	90,2	12,1	17,1	30,0	1,2
Engrais	48,2	23,5	81,4	43,0	181,2	58,9	122,6	37,1	276,0	151,0
Insecticides; fongicides; herbicides etc.	10,5	43,8	7,3	22,7	17,7	60,1	141,6	164,8	67,8	37,2
Produits des industries chimiques	195,6	237,7	242,9	251,7	403,7	325,2	66,2	29,2	106,4	36,8
Caoutchouc	16,7	22,7	17,9	24,2	18,9	22,8	5,8	-5,7	13,2	0,5
Pneumatiques neufs	10,9	14,9	12,2	17,7	12,7	16,8	4,0	-5,1	16,3	13,2
Pneumatiques usagés ou rechapés	3,3	0,9	3,3	1,1	4,1	1,4	25,9	22,5	22,3	44,2
Matières plastiques et caoutchouc	100,4	105,0	113,7	127,6	106,7	105,7	-6,2	-17,1	6,2	0,7
Friperie	26,2	13,5	33,3	19,3	30,3	15,2	-9,0	-21,3	15,7	12,5
Matières textiles et leurs ouvrages	65,7	44,7	75,5	54,2	75,5	54,5	0,0	0,5	15,0	22,0
Produits céramiques	116,4	29,2	130,7	36,8	115,0	29,1	-12,0	-21,0	-1,1	-0,6
Carreaux vernissés	100,8	23,6	109,0	27,7	96,3	21,6	-11,6	-22,2	-4,4	-8,5
Ouvrages en pierre, ciment et verre	146,5	41,7	174,9	56,9	157,9	47,6	-9,7	-16,4	7,8	14,2
Fonte, fer et acier	150,2	117,1	133,4	105,0	168,9	118,6	26,6	13,0	12,5	1,3
Métaux communs et leurs ouvrages...	192,9	178,5	185,2	184,2	222,6	207,1	20,2	12,4	15,4	16,0
Machines et appareils mécaniques	47,8	151,0	54,5	173,9	66,6	231,7	22,3	33,2	39,2	53,4
Machines et appareils électriques	30,8	94,7	36,0	100,4	33,0	135,7	-8,3	35,1	7,3	43,2
Machines et appareils mécaniques ou électriques	78,6	245,7	90,5	274,4	99,6	367,4	10,1	33,9	26,7	49,5
Matériel de transport	88,0	135,6	84,9	170,4	97,3	252,6	14,6	48,2	10,6	86,2
Total général		2 090,5		2 820,9		2 719,4		-3,6		30,1

Sources : MINFI/DGD-DP

IV. OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES

Dans le cadre de la présente enquête de conjoncture réalisée par la CCIMA au courant du deuxième semestre 2023, 300 entreprises ont été interrogées. L'analyse porte sur les 249 entreprises qui ont apporté des réponses jugées complètes et fiables aux questionnaires. L'échantillon des entreprises a été choisi suivant un sondage aléatoire stratifié, la base de sondage étant issue des déclarations statistiques et fiscales de 2015.

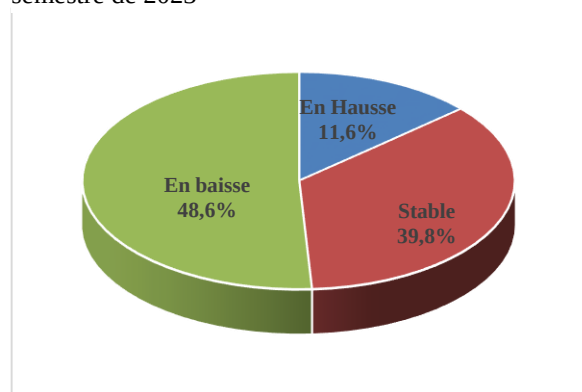
Le moral des chefs d'entreprises est resté bas au premier semestre 2023, du fait particulièrement de la baisse du chiffre d'affaires, des conditions d'approvisionnement difficiles, de la baisse des bénéfices et des tensions de trésorerie.

4.1. Activité au premier semestre 2023

Chiffre d'affaires globalement en baisse ...

Le chiffre d'affaires a baissé au premier semestre 2023 pour les chefs d'entreprises interrogées, avec un solde d'opinions de 37,0%. Le pessimisme sur l'activité est nourri par la baisse conjointe de la production (pour 41,9% des répondants) et du niveau de commandes (pour 43,7% des répondants)

Graphique 9: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur chiffre d'affaires HT au premier semestre de 2023



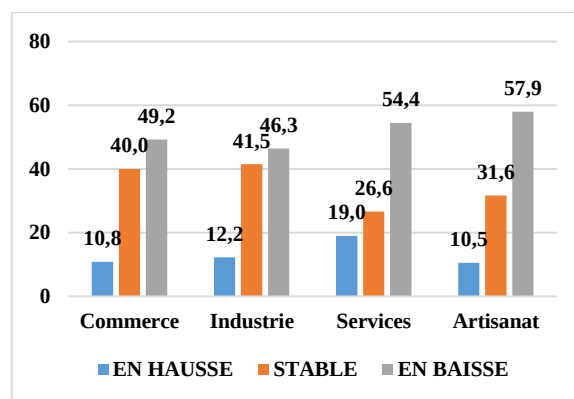
Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023

...et spécifiquement dans tous les secteurs d'activité...

Plus de 61% des artisans déclarent avoir enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires au premier semestre 2023. Cette baisse du chiffre d'affaires est ressentie par les dirigeants des

entreprises du secteur des services (solde d'opinions de 32,2%), de commerce (solde d'opinions de 45,4%) et de l'industrie (solde d'opinions de 28,6%).

Graphique 10: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des chiffres d'affaires, par secteur d'activité



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023

Les commandes ont baissé au premier semestre 2023, avec un solde d'opinions de 26,2%.

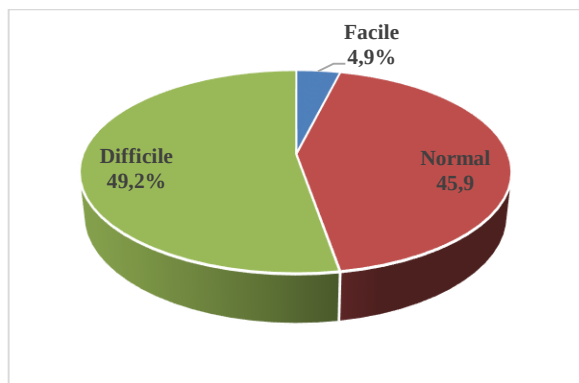
En perspective, les chefs d'entreprise prévoient que la situation n'évoluera pas au deuxième semestre 2023 et les commandes vont baisser avec un solde d'opinions de 9,8%.

4.2. Conditions d'approvisionnement

Conditions d'approvisionnement globalement difficiles ...

Les conditions d'approvisionnement auraient globalement été difficiles au premier semestre 2023, avec un solde d'opinions de 44,3%.

Graphique 11: Opinion des chefs d'entreprises sur les évolutions des conditions d'approvisionnement au premier semestre 2023



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023

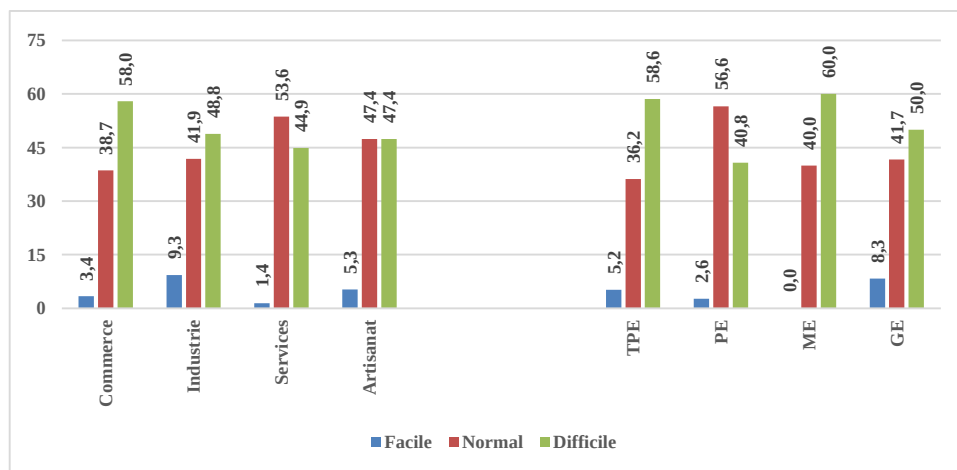
... et particulièrement pour les entreprises de tous les secteurs d'activité ...

Les conditions d'approvisionnement ont été difficiles pour les dirigeants dans le secteur artisanat (avec un solde d'opinions de 64,9%), des chefs d'entreprise des secteurs de services (avec un solde d'opinions de 50,4%), d'industrie (avec un solde d'opinions de 35%) et de commerce

(avec un solde d'opinions de 30,1%). Selon les chefs d'entreprises interviewés, ces difficultés s'expliquent par des coûts d'importation élevés (avec un solde d'opinions de 47,8%).

Les coûts de production ont été élevés (avec un solde d'opinions de 20,7%). Pour eux, les coûts de production ont été élevés, tirés par les coûts d'énergie (avec un solde d'opinions de 47,3%), les coûts de matières premières approvisionnées sur le marché local (avec un solde d'opinions de 36,6%) et des coûts de matières premières approvisionnées sur les marchés extérieurs (avec un solde d'opinions de 33,3%). Pour 72,7% des chefs d'entreprise du secteur des industries, le coût d'énergie pèse négativement sur leurs coûts de production tandis que les dirigeants du secteur de l'artisanat estiment que les coûts d'énergie et de matières premières approvisionnées sur le marché local pèsent sur les coûts de production (avec un solde d'opinions de 60%).

Graphique 12: Opinion des chefs d'entreprises sur les conditions d'approvisionnement par secteur d'activité (en %)



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023

En perspective, les conditions d'approvisionnement seront encore plus difficiles au deuxième semestre 2023, avec un solde d'opinions de 24,5%. Cette situation pourrait plus peser dans les secteurs des services (avec un solde d'opinions de 30,2%) et de l'artisanat (avec un solde d'opinions de 44,4%).

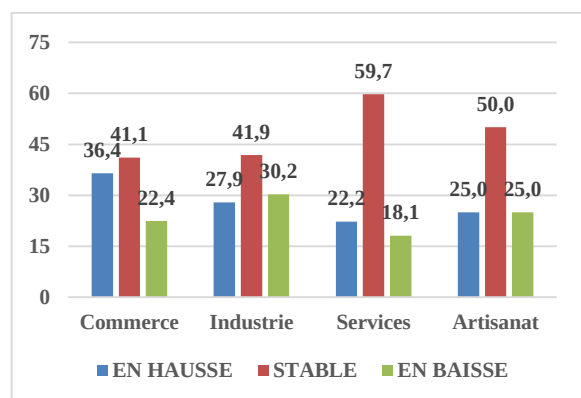
4.3. Prix de vente

Les prix pratiqués par les entreprises ont globalement augmenté ...

Pour les répondants, les prix de vente ont globalement augmenté avec un solde d'opinions de 0,7%. Toutefois, 51,2% des chefs d'entreprise estiment que ces prix sont restés stables au premier semestre 2023.

Par secteur d'activité, les prix de vente ont augmenté pour les dirigeants des secteurs des services (avec un solde d'opinions de 23%) et de l'artisanat (solde d'opinions de 17,3%). Par contre, les chefs d'entreprise des secteurs industriel et du commerce affirment que les prix ont globalement baissé, avec un solde d'opinions respectif de 23,7% et 5,2%

Graphique 13: Opinion des chefs d'entreprises sur les prix de vente, par secteur d'activité (en %)



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023

En perspective, les chefs d'entreprises interrogés s'attendent à ce que les prix de vente baissent au deuxième semestre 2023, avec un solde d'opinions de 2,5%.

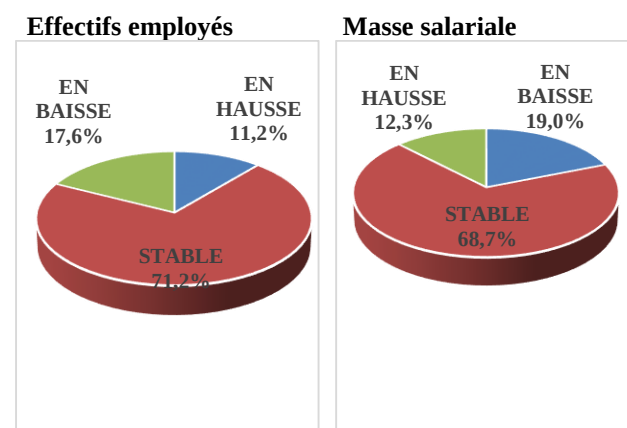
4.4. Effectifs employés et masse salariale

Globalement, baisse des effectifs employés mais hausse de la masse salariale ...

Pour les dirigeants d'entreprise, les effectifs ont globalement baissé, avec un solde d'opinions 0,8%, même si 61,6% affirment avoir maintenu stables leurs effectifs d'employés au premier semestre 2023.

Par contre pour les répondants, la masse salariale a augmenté, avec un solde d'opinions de 5,4%. Toutefois, 57,3% affirment avoir maintenu stable la masse salariale.

Graphique 14: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023

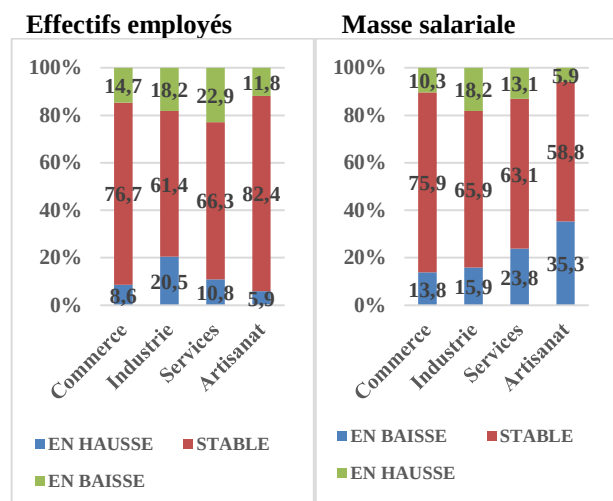
... ainsi que pour les chefs d'entreprises industrielles et artisanales.

Les dirigeants d'entreprises des secteurs industriel et artisanal affirment que les effectifs employés ont baissé au premier semestre 2023 avec un solde d'opinions respectif de 1,2% et de 12,1%. Par contre, ces responsables déclarent que la masse salariale a augmenté dans l'industrie (avec un solde d'opinions de 22,8%) et dans l'artisanat (avec un solde d'opinions de 6,1%).

Les dirigeants d'entreprises commerciales, estiment globalement que les effectifs employés et la masse salariale ont augmenté au premier semestre 2023.

Contrairement à la tendance générale, les responsables d'entreprises du secteur des services déclarent que les effectifs employés ont augmenté (avec un solde d'opinions de 1,4%) mais que la masse salariale a diminué (avec un solde d'opinions de 14,2%).

Graphique 15: : Soldes d'opinions sur l'évolution des effectifs employés et de la masse salariale par secteur



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023

En perspective, les répondants comptent embaucher au deuxième semestre 2023, avec un solde d'opinions de 0,8% et de réduire la masse salariale (solde d'opinions de 10,3%).

4.5. Trésorerie

Une situation financière mauvaise pour tous les dirigeants d'entreprises de toute taille et de tous les secteurs d'activité...

Plus de 43% des responsables d'entreprises interviewés ont déclaré éprouver des difficultés de trésorerie au premier semestre 2023. La situation financière a été mauvaise de manière globale avec un solde d'opinions de 36,6%. Les dirigeants des tous les secteurs d'activité déclarent vivre ces difficultés. La situation est davantage difficile pour les artisans (solde d'opinions de 50%).

... en lien surtout avec la baisse des bénéfices et le rallongement des délais

Les tensions de trésorerie sont à mettre en relation avec le rallongement des délais de règlement et de paiement mais aussi la baisse des bénéfices.

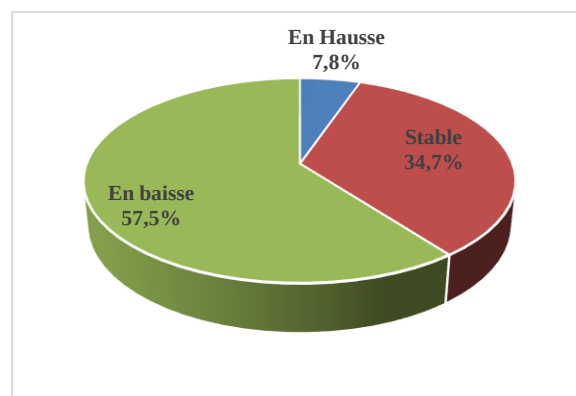
En perspective, les chefs d'entreprise estiment que la situation ne va pas s'améliorer au deuxième semestre 2023.

4.6. Bénéfices

Les bénéfices engrangés ont baissé et la situation ne changera pas au deuxième semestre 2023

Comme conséquence de la morosité de l'activité perçue par les répondants, les bénéfices se seraient, dans l'ensemble, amenuisés. En effet, 57,5% des chefs d'entreprises déclarent que leurs bénéfices ont diminué, contre seulement 7,8% qui ont le sentiment d'une augmentation.

Graphique 16: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices

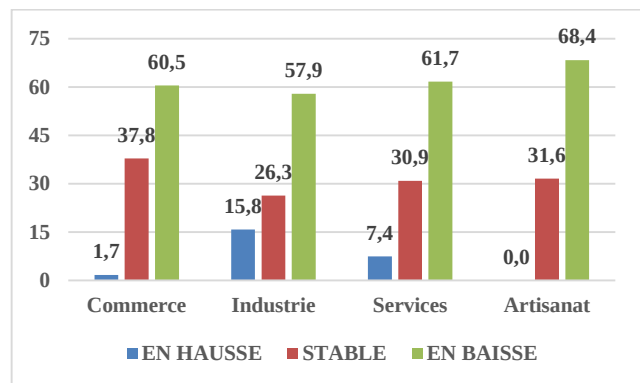


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023

... dans tous les secteurs d'activité ...

La tendance générale de baisse des bénéfices s'est ressentie dans tous les secteurs d'activité. Plus de 75% des artisans, 63,6% des commerçants, 57,5% des responsables du secteur des services et 50% des industriels affirment que les bénéfices ont baissé au premier semestre 2023.

Graphique 17: Opinion des chefs d'entreprises sur les bénéfices par secteur d'activité (en %)



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023

4.7. Investissement

Plus de 59% des chefs d'entreprise interrogés estiment avoir investi au premier semestre 2023. Ils déclarent que ces investissements sont en hausse, avec un solde d'opinions de 8,2%.

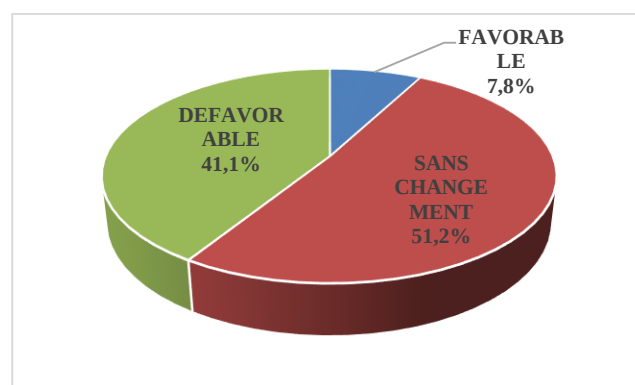
En perspective, 59,1% des chefs d'entreprise compte investir au deuxième semestre 2023. Ces investissements vont s'inscrire à la hausse, avec un solde d'opinions de 12,9%.

4.8. Climat des affaires

Climat des affaires globalement défavorable ...

Pour les chefs d'entreprises interrogés, le climat des affaires a été défavorable au premier semestre 2023, avec un solde d'opinions de 43,3%.

Graphique 18: Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023

Tableau 20: Tableau récapitulatif des soldes d'opinions

	Bilan du 1 ^{er} semestre 2023				Perspectives pour le 2 ^{ème} semestre 2023			
	(en%)				(en%)			
	(a)		(b)	Solde (a)-(b)	(a)		(b)	Solde (a)-(b)
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse		En hausse	Stable	En baisse	
Chiffre d'affaires	11,6	39,8	48,6	-37	29,5	41	29,5	0
Evolution de la production	19,4	38,7	41,9	-22,5	26,5	41,9	31,6	-5,1
Opinion sur	Plus faciles	Sans changement	Plus difficiles		Plus faciles	Sans changement	Plus difficiles	
Conditions d'approvisionnement	4,9	45,9	49,2	-44,3	12	51,6	36,5	-24,5
Opinion sur	Bonnes	Moyennes	Mauvaises					
Conditions d'importation	3,3	45,7	51,1	-47,8				
Opinion sur l'évolution des	En baisse	Stable	En hausse		En baisse	stable	En hausse	
Coûts de production	23,8	31,7	44,5	-20,7	19,3	35,5	45,2	-25,9
Coûts des matières approvisionnées marché local	15	33,3	51,6	-36,6				
Coûts des matières appro sur le marché extérieur	17,5	31,8	50,8	-33,3				
Coûts de l'énergie	10,1	32,5	57,4	-47,3				
Coûts liés aux salaires	11,16	52,07	36,78	-25,62				
Stocks	22,8	46,6	30,6	-7,8	22,8	52	25,3	-2,5
Prix de vente	24	51,2	24,7	-0,7	30	58	12	18
Opinion sur	Se raccourcir	Rester stables	Se rallonger		Se raccourcir	Rester stables	Se rallonger	
Délais de paiement	11	39,8	49,2	-38,2	10,7	52,4	36,9	-26,2
Délais de règlement	21,4	54,6	24	-2,6	19,6	59,2	21,2	-1,6
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse		En hausse	Stable	En baisse	Pas de salariés
Emploi	18,4	61,6	19,2	-0,8	19,5	68,5	11,3	0,8

	Bilan du 1 ^{er} semestre 2023				Perspectives pour le 2 ^{ème} semestre 2023			
	(en%)				(en%)			
	(a)		(b)	Solde (a)-(b)	(a)		(b)	Solde (a)-(b)
Masse salariale	24,1	57,3	18,7	5,4	12,2	65,3	22,5	-10,3
Evolution des commandes	17,3	39,1	43,7	-26,4	24,1	42	33,9	-9,8
Opinion sur	Satisfaisante	Moyenne	Mauvaise		S'améliorer	Se stabiliser	Se dégrader	
Trésorerie	7,3	38,8	43,9	-36,6	23,4	48,3	28,3	-4,9
Opinion sur	Bonne	Normale	Mauvaise					
Situation financière	1,5	47	51,5	-50				0
Opinion sur	En hausse	Stables	En baisse		En hausse	Stables	En baisse	
Evolution des bénéfices	7,8	34,7	57,5	-49,7	15,3	46,2	38,5	-23,2
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse	Pas investi	En hausse	Stable	En baisse	Pas investi
Investissements	24,7	18,6	16,5	40,2	24	24	11,1	40,9
Opinion sur	S'améliorer	Sans changement	Se détériorer		S'améliorer	Sans changement	Se détériorer	
Perception du climat des affaires	4,7	47,4	48	-43,3	17	54,1	29	-12

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023

En guise de conclusion

Globalement, l'activité au premier semestre 2023 a reflété celle d'une économie mondiale en ralentissement. Le climat des affaires a été jugé défavorable dans les tous les secteurs et les opérateurs économiques anticipent une situation globalement similaire au second semestre 2023, même si dans certains secteurs, l'optimisme est de mise (secteur de l'artisanat).

Aussi, les embauches n'ont pas été très dynamiques, Les chiffres d'affaires ont globalement baissé, Quasiment tous les chefs d'entreprises jugent leur situation financière déplorable. Les tensions de trésorerie sont pour la plupart imputables au ralentissement de l'activité, à l'insuffisance de la demande, à la hausse des prix chez les fournisseurs, aux impôts et aux difficultés de recouvrement.

ANNEXES : TABLEAUX RECAPITULATIFS DES SOLDES D'OPINIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITES

Tableau 21: tableau récapitulatif des soldes d'opinions dans le secteur commerce

	Bilan du 1 ^{er} semestre 2023				Perspectives pour le 2 ^{ème} semestre 2023			
	(en%)				(en%)			
	(a)		(b)	Solde (a)-(b)	(a)		(b)	Solde (a)-(b)
Opinion sur	Bonnes	Moyennes	Mauvaises					
Conditions d'importation	5,56	40,74	53,7	-48,14				
Opinion sur	En baisse	Stable	En hausse		En hausse	Stable	En baisse	
Evolution des coûts de production	34,07	35,16	30,77	3,3				
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse		En hausse	Stable	En baisse	
Chiffre d'affaire	7,09	40,43	52,48	-45,39	28,78	42,45	28,78	0
Evolution des commandes	12,23	40,29	47,48	-35,25	23,02	45,32	31,65	-8,63
Opinion sur	Plus faciles	Sans changement	Plus difficiles		Plus faciles	Sans changement	Plus difficiles	
Conditions d'approvisionnement	7,48	44,9	47,62	-40,14	12,41	57,93	29,66	-17,25
Opinion sur	En baisse	Stable	En hausse		En baisse	Stable	En hausse	
Prix de vente	31,9	41,38	26,72	5,18	30,43	56,52	13,04	17,39
Stocks	25,55	43,07	31,39	-5,84	24,82	47,45	27,74	-2,92
Opinion sur	Se raccourcir	Rester stables	Se rallonger		Se raccourcir	Rester stables	Se rallonger	
Délais de paiement	8,51	40,43	51,06	-42,55	9,93	49,65	40,43	-30,5
Délais de règlement	26,24	52,48	21,28	4,96	20,57	64,54	14,89	5,68
Opinion sur	Inférieur à la normale	Normal	Supérieur à la normale					
Stocks compte tenu de la saison	44,62	36,15	19,23					
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse	Pas de salariés	En hausse	Stable	En baisse	Pas de salariés
Emploi	12,33	73,29	13,7	0,68	14,57	75,5	9,27	0,66
Masse salariale	16,56	68,87	14,57	1,99	9,72	79,17	11,11	-1,39
Opinion sur					Recruter	Ne rien faire	Licencier	
Intentions d'embauches					11,18	81;58	7,24	3,94
Opinion sur	Satisfaisante	Moyenne	Mauvaise		S'améliorer	Se stabiliser	Se dégrader	
Trésorerie	5,4	51,09	43,07	-37,67	17,02	53;19	29,79	-12,77
Opinion sur	Bonne	Normale	Mauvaise					
Situation financière	1,47	39,71	58,82	-57,35				
Opinion sur	En hausse	Stables	En baisse		En hausse	Stables	En baisse	
Evolution des bénéfices	5,71	30,71	63,57	-57,86	13,14	43,07	43,8	-30,66
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse	Pas investi	En hausse	Stable	En baisse	Pas investi
Investissements	20	17,78	14,81	47,41	22,96	21,48	11,11	44,44
Opinion sur	Accroissement	Diversification	Obsolescence	Autres				
Facteur d'investissement (en%)	72,6	13,4	9,8	4,2				
Opinion sur	Peu de visibilité sur l'avenir	Difficultés de financement	A suffisamment investi	N/A				
Freins à l'investissement	25	57,7	15,2	2,2				
Opinion sur	S'améliorer	Sans changement	Se détériorer		S'améliorer	Sans changement	Se détériorer	
Perception du climat des affaires	14,6	27,74	57,66	-43,06	13,38	55,63	30,99	-17,61

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023

Tableau 22: tableau récapitulatif des soldes d'opinions dans le secteur industrie, mines et BTP

	Bilan du 1 ^{er} semestre 2023				Perspectives pour le 2 ^{ème} semestre 2023			
	(en%)				(en%)			
	(a)		(b)	Solde (a)-(b)	(a)		(b)	Solde (a)-(b)
Opinion sur	Plus faciles	Sans changement	Plus difficiles		Plus faciles	Sans changement	Plus difficiles	
Conditions d'approvisionnement	3,17	58,73	38,1	-34,93	19,67	44,26	36,07	-16,4
Opinion sur	Bonnes	Moyennes	Mauvaises					
Conditions d'importation	0	60	40	-40				
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse		En hausse	Stable	En baisse	
Chiffre d'affaires	19,64	32,14	48,21	-28,57	33,93	21,43	44,64	-10,71
Evolution de la production	31,03	27,59	41,38	-10,35	26,32	33,33	40,35	-14,03
Evolution des commandes	15,52	44,83	39,66	-24,14	20,69	34,48	44,83	-24,14
Opinion sur l'évolution des	En baisse	Stable	En hausse		En baisse	stable	En hausse	
Coûts de production	16,95	30,51	52,54	-35,59	18,52	31,48	50	-31,48
Coûts des matières approvisionnées marché local	12,28	35,09	52,63	-40,35				
Coûts des matières appro sur le marché extérieur	15,38	21,15	63,46	-48,08				
Coûts de l'énergie	5,45	21,82	72,73	-67,28				
Coûts liés aux salaires	7,55	43,4	49,06	-41,51				
Stocks	26,79	46,43	26,79	0	23,21	50	26,79	-3,58
Prix de vente	33,9	55,93	10,17	23,73	33,9	62,71	3,39	30,51
Opinion sur	Se raccourcir	Rester stables	Se rallonger		Se raccourcir	Rester stables	Se rallonger	
Délais de paiement	12,07	55,17	32,76	-20,69	8,62	65,52	25,86	-17,24
Délais de règlement	15,2	62,07	22,41	-7,21	15,52	63,79	20,69	-5,17
Opinion sur	Inférieur à la normale	Normal	Supérieur à la normale					
Stocks compte tenu de la saison	49,09	47,27	3,64	45,45				
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse		En hausse	Stable	En baisse	
Emploi	19,51	59,76	20,73	-1,22	19,75	61,73	18,52	1,23
Masse salariale	37,97	46,84	15,19	22,78	15,79	46,05	38,16	-22,37
Opinion sur					Recruter	Ne rien faire	Licencier	
Intentions d'embauches					20,99	64,2	14,81	6,18
Opinion sur	Satisfaisante	Moyenne	Mauvaise		S'améliorer	Se stabiliser	Se dégrader	
Trésorerie	6,67	43,33	50	-43,33	21,05	49,12	29,82	-8,77
Opinion sur	Bonne	Normale	Mauvaise					
Situation financière	3,39	45,76	50,85	-47,46				
Opinion sur	En hausse	Stables	En baisse		En hausse	Stables	En baisse	
Evolution des bénéfices	10	40	50	-40	20	40	40	-20
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse	Pas investi	En hausse	Stable	En baisse	Pas investi
Investissements	25	28,33	18,33	28,33	28,33	36,67	8,33	26,67
Opinion sur	Accroissement	Diversification	Obsolescence	Autres				
Facteur d'investissement (en%)	32	24,9	26,6	16,5				
Opinion sur	Peu de visibilité sur l'avenir	Difficultés de financement	A suffisamment investi	N/A				
Freins à l'investissement	18,3	46,5	12,7	22,5				
Opinion sur	S'améliorer	Sans changement	Se détériorer		S'améliorer	Sans changement	Se détériorer	
Perception du climat des affaires	13,11	55,74	31,15	-18,04	16,95	37,29	45,76	-28,81

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023

Tableau 23: tableau récapitulatif des soldes d'opinions dans le secteur services

	Bilan du 1 ^{er} semestre 2023				Perspectives pour le 2 ^{ème} semestre 2023			
	(en%)				(en%)			
	(a)		(b)	Solde (a)-(b)	(a)		(b)	Solde (a)-(b)
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse		En hausse	Stable	En baisse	
Chiffre d'affaires	12,71	42,37	44,92	-32,21	28,04	51,4	20,56	7,48
Evolution des commandes	24	36	40	-16	27	44	29	-2
Evolution de la production	18,18	40,26	41,56	-23,38	26,39	54,17	19,44	6,95
Opinion sur l'évolution des	En baisse	Stable	En hausse		En baisse	stable	En hausse	
Coûts de production	18,57	30	51,43	-32,86	15,25	35,59	49,15	-33,9
Coûts des matières approvisionnées sur le marché local	10,61	31,82	57,58	-46,97				
Coûts des matières approvisionnées sur le marché extérieur	20	30	50	-30				
Coûts de l'énergie	10,77	40	49,23	-38,46				
Coûts liés aux salaires	15,38	47,69	36,92	-21,54				
Stocks	17,28	50,62	32,1	-14,82	20	60	20	0
Prix de vente	7,69	61,54	30,77	-23,08	23,76	60,4	15,84	7,92
Opinion sur	Se raccourcir	Rester stables	Se rallonger		Se raccourcir	Rester stables	Se rallonger	
Délais de paiement	12,73	34,55	52,73	-40	13,89	50	36,11	-22,22
Délais de règlement	21,57	50,98	27,45	-5,88	19,23	54,81	25,96	-6,73
Opinion sur	Inférieur à la normale	Normal	Supérieur à la normale					
Stocks compte tenu de la saison	37,5	52,5	10					
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse	Pas de salariés	En hausse	Stable	En baisse	Pas de salariés
Emploi	23,81	50,34	24,49	1,36	25,68	63,51	9,46	1,35
Masse salariale	12,84	60,14	27,03	-14,19	26,03	48,63	25,34	0,69
Opinion sur					Recruter	Ne rien faire	Licencier	
Intentions d'embauches					31,76	60,81	7,43	24,33
Opinion sur	Satisfaisante	Moyenne	Mauvaise		S'améliorer	Se stabiliser	Se dégrader	
Trésorerie	9,92	46,28	43,8	-33,88	31,4	44,63	23,97	7,43
Opinion sur	Plus faciles	Sans changement	Plus difficiles		Plus faciles	Sans changement	Plus difficiles	
Conditions d'approvisionnement	4,72	40,16	55,12	-50,4	9,52	50,79	39,68	-30,16
Opinion sur	Bonnes	Moyennes	Mauvaises					
Conditions d'importation		38,46	61,54	-61,54				
Opinion sur	Bonne	Normale	Mauvaise					
Situation financière	0,83	52,89	46,28	-45,45				
Opinion sur	En hausse	Stables	En baisse		En hausse	Stables	En baisse	
Evolution des bénéfices	8,33	34,17	57,5	-49,17	15,52	52,59	31,9	
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse	Pas investi	En hausse	Stable	En baisse	N'investira pas
Investissements	32,77	15,97	16,81	34,45	25	47,41	61,21	38,79
Opinion sur	Accroissement	Diversification	Obsolescence	Autres				
Facteurs d'investissement	27,8	31,9	31,5	8,9				
Opinion sur	Peu de visibilité sur l'avenir	Difficultés de financement	A suffisamment investi	N/A				
Freins à l'investissement	25,9	57,7	14,3	2,1				
Opinion sur	Plus favorable	Sans changement	Moins favorable		Plus favorable	Sans changement	Moins favorable	
Perception du climat des affaires	17,65	25,21	57,14	-39,49	13,11	55,74	31,15	-18,04

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023

Tableau 24: tableau récapitulatif des soldes d'opinions dans l'artisanat

	Bilan du 1 ^{er} semestre 2023				Perspectives pour le 2 ^{ème} semestre 2023			
	(en%)				(en%)			
	(a)		(a)	Solde (a)-(b)	(a)		(a)	Solde (a)-(b)
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse		En hausse	Stable	En baisse	
Chiffre d'affaires	3,23	35,48	61,29	-58,06	32,14	39,29	28,57	3,57
Evolution des commandes	11,11	40,74	48,15	-37,04	22,22	44,44	33,33	-11,11
Evolution de la production	11,11	37,04	51,85	-40,74	26,92	42,31	30,77	-3,85
Opinion sur l'évolution des	En baisse	Stable	En hausse		En baisse	stable	En hausse	
Coûts de production	18,52	18,52	62,96	-44,44	8,33	45,83	45,83	-37,5
Coûts des matières approvisionnées sur le marché local	4	32	64	-60				
Coûts des matières approvisionnées sur le marché extérieur	10	25	65	-55				
Coûts de l'énergie	4	32	64	-60				
Coûts liés aux salaires	12,5	50	37,5	-25				
Stocks	7,69	57,69	34,62	-26,93	29,63	44,44	25,93	3,7
Prix de vente	13,79	55,17	31,03	-17,24	34,48	55,17	10,34	24,14
Opinion sur	Se raccourcir	Rester stables	Se rallonger		Se raccourcir	Rester stables	Se rallonger	
Délais de paiement	14,81	40,74	44,44	-29,63	18,52	40,74	40,74	-22,22
Délais de règlement	19,23	57,69	23,08	-3,85	25	50	25	0
Opinion sur	Inférieur à la normale	Normal	Supérieur à la normale					
Stocks compte tenu de la saison	61,54	30,77	7,69	53,85				
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse		En hausse	Stable	En baisse	Pas de salariés
Emploi	18,18	51,52	30,3	-12,12	11,76	58,82	23,53	5,88
Masse salariale	21,21	63,64	15,15	6,06	15,63	43,75	40,63	-25
Opinion sur					Recruter	Ne rien faire	Licencier	
Intentions d'embauches					23,53	58,82	17,65	5,88
Opinion sur	Satisfaisante	Moyenne	Mauvaise		S'améliorer	Se stabiliser	Se dégrader	
Trésorerie	3,57	42,86	53,57	-50	46,15	19,23	34,62	11,53
Opinion sur	Plus faciles	Sans changement	Plus difficiles		Plus faciles	Sans changement	Plus difficiles	
Conditions d'approvisionnement		35,14	64,86	-64,86	11,11	33,33	55,56	-44,45
Opinion sur	Bonnes	Moyennes	Mauvaises					
Conditions d'importation	100							
Opinion sur	Bonne	Normale	Mauvaise					
Situation financière	3,57	46,43	50	-46,43				
Opinion sur	En hausse	Stables	En baisse		En hausse	Stables	En baisse	
Evolution des bénéfices		25	75	-75	15,38	46,15	38,46	
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse	Pas investi	En hausse	Stable	En baisse	N'investira pas
Investissements	28,57	10,71	32,14	28,57	32,14	21,43	17,86	28,57
Opinion sur	Accroissement	Diversification	Obsolescence	Autres				
Facteurs d'investissement	61,9	23,81	14,29	47,61				
Opinion sur	Peu de visibilité sur l'avenir	Difficultés de financement	A suffisamment investi	N/A				
Freins à l'investissement	60	33,33	6,67	53,33				
Opinion sur	Plus favorable	Sans changement	Moins favorable		Plus favorable	Sans changement	Moins favorable	Plus favorable
Perception du climat des affaires	24,14	20,69	55,17	-31,03	40	36,67	23,33	16,67

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2023



NOTE DE CONJONCTURE

Contacts :

Direction des Etudes et de l'Information Economique
Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du
Cameroun

B.P. 4011 Douala
Tél : 233 42 67 87/ 233 42 98 81
Fax : 233 42 55 96 Email : siege@ccima.cm / deie.ccima@yahoo.com
Site Web: www.ccima.cm